Jeudi, 20 janvier 1994

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU JEUDI 20 JANVIER 1994

(94/C 44/04)

PARTIE I**Déroulement de la séance****PRÉSIDENCE DE M. BARZANTI***Vice-président**(La séance est ouverte à 10 heures.)***1. Adoption du procès-verbal**

M. Navarro a fait savoir qu'il avait voulu voter contre et non pour la proposition de résolution contenue dans le rapport Bandrés Molet/Bindi (A3-0411/93), M. Van Velzen qu'il avait voulu voter contre, et non pour, l'amendement 27 à la proposition de résolution contenue dans le rapport Tazdaït (A3-0332/93) et M. Bertens qu'il avait voulu voter contre, et non pour, la proposition de résolution contenue dans le rapport Vecchi (A3-0415/93).

M^{mes} Lulling et Ernst de la Graete ont fait savoir qu'elles étaient bien présentes la veille, bien que leurs noms ne figurent pas sur la liste de présence.

Interviennent:

— M. Cushnahan qui demande que la Commission fasse une déclaration sur la perte de 1.400 emplois qui vient de se produire dans sa circonscription (M. le Président lui répond qu'il prendra contact avec la Commission);

— M. Balfé qui, au sujet de l'heure des questions, demande, d'une part, que la commission du règlement envisage la possibilité de prévoir des sanctions dans l'annexe II du règlement pour les auteurs de questions qui ne sont pas présents au moment où leurs questions sont appelées, et d'autre part, qu'elle se penche sur l'interprétation donnée par le Président de séance du paragraphe 11 de cette même annexe, selon laquelle les auteurs de questions qui savent pertinemment que leurs questions ne seront pas appelées en raison de leur placement en fin de liste, seraient néanmoins obligés de rester jusqu'à la fin de l'heure des questions pour recevoir une réponse écrite (M. le Président prend bonne note de ces observations et indique que le Bureau se penchera sur cette question dans le cadre d'un rapport que Sir Jack Stewart-Clark a été chargé d'établir sur l'heure des questions et qu'il saisira également la commission du règlement de ces deux points);

— M. Crampton sur la résolution sur le Soudan (A3-0366/93) (partie II, point 10);

— M. Méndez de Vigo qui, revenant sur la demande faite par M^{me} Daly tendant à ce que la Commission fasse vendredi une déclaration sur le marché de la banane (partie I, point 1), demande si cette déclaration aura lieu (M. le Président prend acte de cette demande);

— M. Dillen qui signale que M. le Pen avait voulu voter pour, et non contre, l'amendement 38 à la proposition de résolution contenue dans le rapport Tazdaït (A3-0332/93);

— M. Patterson qui, après avoir évoqué la réponse du Président de séance à son intervention faite à la fin de l'heure des votes (partie I, après le point 24) demande, d'une part, si son rapport sera appelé après le rapport Fayot/Schinzal, comme indiqué au procès-verbal, ou après le rapport Jarzembowski, comme indiqué dans l'ordre du jour et, d'autre part, si M^{me} Scrivener, membre de la Commission, sera bien présente au moment du débat (M. le Président lui répond que c'est l'indication qui figure à l'ordre du jour qui est correcte; il ajoute que M^{me} Scrivener sera présente);

— M^{me} Thyssen qui signale qu'elle avait voulu voter contre et non pour la résolution contenue dans le rapport Tazdaït (A3-0332/93).

Le procès-verbal de la séance précédente est adopté avec les corrections indiquées.

DÉBAT D'ACTUALITÉ

L'ordre du jour appelle le débat sur des problèmes d'actualité, urgents et d'importance majeure (pour les titres et auteurs des propositions de résolution, voir P.V. du 18.01.1994, partie I, point 4).

2. Situation en Bosnie-Herzégovine (débat)

L'ordre du jour appelle la discussion commune de 8 propositions de résolution (B3-0053, 0069, 0084, 0090, 0098, 0111, 0130 et 0132/94).

Interviennent pour présenter les propositions de résolution: MM. Bertens, Antony, Prag, Nianias, Vandemeulebroucke, Langer, Sakellariou et Oostlander.

Interviennent dans le débat: M^{mes} Dury, au nom du groupe PSE, Pack, au nom du groupe PPE, MM. Schönhuber, non-inscrit, Bernard-Reymond, McMillan-Scott et Van den Broek, membre de la Commission.

Jeudi, 20 janvier 1994

M. le Président déclare close la discussion commune.

Vote: partie I, point 7.

3. Mexique (débat)

L'ordre du jour appelle la discussion commune de 7 propositions de résolution (B3-0057, 0066, 0096, 0105, 0110, 0116 et 0126/94).

Interviennent pour présenter les propositions de résolution: M^{me} Ruiz-Giménez Aguilar, M. Martinez, M^{me} Piermont, M. Telkämper, M^{me} Llorca Vilaplana, MM. Barata Moura et Sapena Granell.

Interviennent dans le débat: MM. Rogalla, au nom du groupe PSE, Perreau de Pinninck Domenech, au nom du groupe RDE, M^{me} Gonzalez Alvarez, non-inscrite et M. Van den Broek, membre de la Commission.

M. le Président déclare close la discussion commune.

Vote: partie I, point 8.

4. Droit de vote des ressortissants de l'Union aux élections européennes (débat)

L'ordre du jour appelle la discussion commune de 4 propositions de résolution (B3-0064, 0121, 0127 et 0133/94).

Interviennent pour présenter les propositions de résolution: MM. Ferruccio Pisoni, Antony, Coimbra Martins et Boissière.

Interviennent dans le débat: MM. Froment-Meurice, rapporteur sur la directive concernant le droit de vote des citoyens de l'Union, au nom du groupe PPE, Wijsenbeek, au nom du groupe LDR, et Vanni d'Archirafi, membre de la Commission.

M. le Président déclare close la discussion commune.

Vote: partie I, point 9.

5. Droits de l'homme (débat)

L'ordre du jour appelle la discussion commune de 15 propositions de résolution (B3-0054, 0059, 0075, 0060, 0118, 0125, 0128, 0086, 0100, 0115, 0063, 0095, 0139, 0140 et 0062/94).

Intervient pour présenter une proposition de résolution: M. Mendes Bota.

PRÉSIDENTE DE M. MARTIN

Vice-président

Interviennent pour présenter les autres propositions de résolution: MM. Froment-Meurice, Cot, Méndez de Vigo, Pons Grau, M^{mes} André-Léonard, Roth, Lenz, MM. Vandemeulebroucke, Antony.

Interviennent dans le débat: Lord Bethell, au nom du groupe PPE, MM. Maher, au nom du groupe LDR, Heider, au nom du groupe RDE, Mendes Bota, Nianias, Puerta, et Van den Broek, membre de la Commission.

M. le Président déclare close la discussion commune.

Vote: partie I, point 10.

6. Catastrophes (débat)

L'ordre du jour appelle la discussion commune de 22 propositions de résolution (B3-0056, 0072, 0073, 0079, 0099, 0103, 0122, 0129, 0071, 0077, 0092, 0109, 0138, 0055, 0080, 0091, 0094, 0102, 0104, 0114, 0131 et 0134/94).

Interviennent pour présenter les propositions de résolution: M. Bertens, M^{me} Oomen-Ruijten, MM. Seligman, Vandemeulebroucke, Bettini, Martinez, M^{me} Dury, MM. Vázquez Fouz, Musso, Chanterie, Raffarin, Simeoni, M^{me} Ewing, M. Amendola, M^{me} Dinguirard, M. Stewart et M^{me} McIntosh.

Interviennent dans le débat: M^{mes} Thyssen, au nom du groupe PPE, Van Dijk, au nom du groupe V, MM. Lane, au nom du groupe RDE, Sarlis, M^{me} Reding, et M. Van den Broek, membre de la Commission.

M. le Président déclare close la discussion commune.

Vote: partie I, point 11.

VOTES

7. Situation en Bosnie-Herzégovine (vote)

Propositions de résolution (B3-0053, 0069, 0084, 0090, 0098, 0111, 0130 et 0132/94)

(La proposition de résolution B3-0052/94 a été retirée).

Intervient M. Langer pour signaler que dans certaines versions de la proposition de résolution commune, M^{me} Magnani Noya figure comme signataire au nom du groupe V. En fait, M^{me} Magnani Noya et M. Laroni sont signataires à titre individuel.

PROPOSITIONS DE RÉOLUTION B3-0053, 0090, 0098, 0111 et 0132/94:

— proposition de résolution commune déposée par:
MM. Oostlander, Habsburg et Pack, au nom du groupe PPE,
M. Bertens, M^{me} von Alemann et M. Holzfuß, au nom du groupe LDR,
M. Langer, au nom du groupe V,
M. Musso, au nom du groupe RDE,
M. Vandemeulebroucke, au nom du groupe ARC,
M^{me} Magnani Noya et M. Laroni,
tendant à remplacer ces propositions de résolution par un nouveau texte:

Des votes séparés et par AN ont été demandés par les groupes PPE, LDR et V.

Jeudi, 20 janvier 1994

considérant: adoptés par VE

paragraphe 1 a) à c): adopté par VE

paragraphe 1 d): adopté (PPE)

paragraphe 1 e) à g): adoptés

paragraphe 1 h): adopté par AN (PPE et LDR)

votants:	203
pour:	112
contre:	76
abstentions:	15

paragraphe 1 i) à k): adoptés

paragraphe 1 l): adopté par AN (V)

votants:	201
pour:	114
contre:	75
abstentions:	12

paragraphe 1 m): adopté

paragraphe 1 n): adopté par AN (PPE et LDR)

votants:	211
pour:	108
contre:	90
abstentions:	13

paragraphe 2: adopté

Par AN (PPE), le Parlement adopte la résolution

votants:	222
pour:	107
contre:	94
abstentions:	21

(partie II, point 1).

(Les propositions de résolution B3-0069, 0084 et 0130/94 sont caduques).

8. Mexique (vote)

Propositions de résolution ((B3-0057, 0066, 0096, 0105, 0110, 0116 et 0126/94)

PROPOSITIONS DE RÉOLUTION B3-0057, 0110 et 0126/94:

— proposition de résolution commune déposée par:
M. Sapena Granell, au nom du groupe PSE,
MM. Suarez Gonzalez, Robles Piquer et Fernandez-Albor, au nom du groupe PPE,
M^{me} Ruiz-Gimenez Aguilar, au nom du groupe LDR,
tendant à remplacer ces propositions de résolution par un nouveau texte:

Amendements rejetés: 1 à 8 par votes successifs

Les différentes parties du texte ont été adoptées successivement.

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 2).

(Les propositions de résolution B3-0066, 0096, 0105 et 0116/94 sont caduques).

9. Droits de vote des ressortissants de l'Union aux élections européennes (vote)

Propositions de résolution ((B3-0064, 0121, 0127 et 0133/94)

PROPOSITIONS DE RÉOLUTION B3-0064, 0127 et 0133/94:

— proposition de résolution commune déposée par:
MM. Ferruccio Pisoni et Froment-Meurice, au nom du groupe PPE,
MM. Coimbra Martins et Imbeni, au nom du groupe PSE,
MM. Wijsenbeek et Bertens, au nom du groupe LDR,
M. Boissière, au nom du groupe V,
M. Ribeiro, au nom du groupe CG,
M. Puerta
tendant à remplacer ces propositions de résolution par un nouveau texte:

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 3).

(La proposition de résolution B3-0121/94 est caduque).

10. Droits de l'homme (vote)

Propositions de résolution ((B3-0054, 0059, 0075, 0060, 0118, 0125, 0128, 0086, 0100, 0115, 0063, 0095, 0139, 0140 et 0062/94)

Congo

PROPOSITIONS DE RÉOLUTION B3-0054, 0059 et 0075/94:

— proposition de résolution commune déposée par:
M. Cot, au nom du groupe PSE,
M. Froment-Meurice, au nom du groupe PPE,
M. Mendes Bota et M^{me} Cayet, au nom du groupe LDR,
M^{mes} Ernst de la Graete et Archimbaud, au nom du groupe V,
M. Musso, au nom du groupe RDE,
M. Vandemeulebroucke, au nom du groupe ARC,
MM. Miranda da Silva et Wurtz, au nom du groupe CG,
M^{me} Gonzalez Alvarez
tendant à remplacer ces propositions de résolution par un nouveau texte:

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 4a)).

Guinée équatoriale

PROPOSITIONS DE RÉOLUTION B3-0060, 0118, 0125 et 0128/94:

— proposition de résolution commune déposée par:
MM. Pons Grau et Schwarzenberg, au nom du groupe PSE,
M. Méndez de Vigo, au nom du groupe PPE,

Jeudi, 20 janvier 1994

M. Mendes Bota, au nom du groupe LDR,
M^{me} Ernst de la Graete, au nom du groupe V,
M. Vandemeulebroucke, au nom du groupe ARC,
MM. Miranda da Silva et Wurtz, au nom du groupe CG,
MM. Puerta et Gutiérrez Díaz

tendant à remplacer ces propositions de résolution par un nouveau texte:

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 4b)).

Turquie-Kurdes

PROPOSITION DE RÉSOLUTION B3-0086/94:

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 4c)).

PROPOSITION DE RÉSOLUTION B3-0100/94:

Le Parlement rejette la proposition de résolution.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION B3-0115/94:

Le Parlement rejette la proposition de résolution.

50^e session de la Commission des Droits de l'homme

(Propositions de résolution B3-0063, 0095, 0139 et 0140/94)

PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION B3-0063, 0095 et 0139/94:

— proposition de résolution commune déposée par:
M. Coates, au nom du groupe PSE
M^{me} Lenz, au nom du groupe PPE
M^{me} Aglietta, au nom du groupe V
M. Vandemeulebroucke, au nom du groupe ARC,
M. Piquet, au nom du groupe CG
M. Puerta

tendant à remplacer ces propositions de résolution par un nouveau texte:

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 4 d)).

(La proposition de résolution B3-0140/94 est caduque).

Soldats en Russie

PROPOSITION DE RÉSOLUTION B3-0062/94:

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 4e)).

11. Catastrophes (vote)

Propositions de résolution (B3-0056, 0072, 0073, 0079, 0099, 0103, 0122, 0129, 0071, 0077, 0092, 0109, 0138, 0055, 0080, 0091, 0094, 0102, 0104, 0114, 0131 et 0134/94)

Inondations en Europe

PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION B3-0056, 0072, 0073, 0079, 0099 et 0129/94:

— proposition de résolution commune déposée par:
M. Cot, au nom du groupe PSE,

M^{me} Oomen-Ruijten, MM. Chanterie, Bernard-Rey-
mond, Deprez, M^{mes} Reding, Theato, Pack, Lenz,
Peijs, Thyssen, MM. Seligman, Chabert, M^{me} Fontai-
ne, MM. de Bremond d'Ars, Fourçans, Bourlanges,
Froment-Meurice, Debatisse et Vanlerenberghe, au
nom du groupe PPE,

MM. Raffarin, Bertens, M^{mes} von Alemann, André-
Léonard et Wurth-Polfer, au nom du groupe LDR,
M. Musso, au nom du groupe RDE,
M. Vandemeulebroucke, au nom du groupe ARC,
M^{me} Ainaridi, au nom du groupe CG,
M^{me} Domingo Segarra

tendant à remplacer ces propositions de résolution par un nouveau texte:

Amendement adopté: 1 par VE

Amendement rejeté: 2

Les différentes parties du texte ont été adoptées successi-
vement.

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 5a)).

(Les propositions de résolution B3-0092, 0103, 0109, 0122 et 0138/94 sont caduques).

Inondations en Camargue

PROPOSITION DE RÉSOLUTION B3-0071/94:

Par AN (DR), le Parlement rejette la proposition de
résolution

votants:	207
pour:	19
contre:	184
abstentions:	4

Inondations en Galice

PROPOSITION DE RÉSOLUTION B3-0077/94:

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 5 b)).

Sécurité maritime

PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION B3-0055, 0080, 0091, 0094, 0102, 0104, 0114, 0131 et 0134/94:

Intervient M. Simeoni pour proposer que le dernier tiret du paragraphe 5 soit complété comme suit: «... le niveau de qualification des équipages et les conditions de travail sur les navires;». Le Parlement marque son accord sur cet amendement oral.

— proposition de résolution commune déposée par:
M. Stewart, au nom du groupe PSE,
M. Sarlis, au nom du groupe PPE,
M. Raffarin, au nom du groupe LDR,
M. Amendola, M^{mes} Dinguirard et Van Dijk, au nom
du groupe V,
M. Musso, au nom du groupe RDE,

Jeudi, 20 janvier 1994

MM. Vandemeulebroucke, Melis et Simeoni, au nom du groupe ARC,
M. Barata Moura, M^{me} Mayer et M. Ephremidis, au nom du groupe CG,
tendant à remplacer ces propositions de résolution par un nouveau texte:

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 5c)).

FIN DU DÉBAT D'ACTUALITÉ

(La séance, suspendue à 13 h 5, est reprise à 15 heures.)

PRÉSIDENTE DE SIR JACK STEWART-CLARK

Vice-président

Intervient M. Bowe qui demande que la Commission fasse une déclaration sur l'octroi de crédits des Fonds structurels (objectifs 2 et 5 b).

M. le Président lui répond que sa demande sera transmise à la Commission.

12. Pluralisme et concentration des médias (débat)

MM. Schinzel et Fayot présentent le rapport, qu'ils ont fait, au nom de la commission de la culture, de la jeunesse, de l'éducation et des médias, sur le Livre Vert de la Commission de la CE «Pluralisme et concentration des médias dans le marché intérieur» (A3-0435/93).

Interviennent MM. Christopher M. Jackson, rapporteur pour avis de la commission économique, Barzanti, au nom du groupe PSE, Hoppenstedt, au nom du groupe PPE, M^{me} Larive, au nom du groupe LDR, MM. Frémion, au nom du groupe V, Simeoni, au nom du groupe ARC, Dillen, au nom du groupe DR, Barata Moura, au nom du groupe CG, Schönhuber, non-inscrit, M^{lle} Tongue, MM. Cassidy, Langer, Gutiérrez Díaz, Coimbra Martins, M^{me} Banotti, MM. Van der Waal, Karellis, Oostlander, M^{mes} Buchan, Rawlings et M. Vanni d'Archirafi, membre de la Commission.

M. le Président déclare clos le débat.

vote: Partie I, point 27

13. Demandes d'adhésion de Malte et de Chypre (suite du débat)

L'ordre du jour appelle la suite du débat sur des déclarations du Conseil et de la Commission sur les demandes d'adhésion de Malte et de Chypre à l'Union.

Interviennent MM. Titley, Pasmazoglou, Habsburg, Bourlanges, M^{me} Green, celle-ci sur l'intervention de M. Habsburg, et M. Prag.

M. le Président déclare clos le débat.

14. Participation du Parlement à des accords internationaux dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (débat)

M. Jarzembowski présente son rapport, fait au nom de la commission des libertés publiques et des affaires intérieures sur la participation du Parlement européen dans le cadre des accords internationaux conclus par les États membres et par l'Union en matière de coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (A3-0436/93).

Intervient M. Van Ouirve, au nom du groupe PSE.

PRÉSIDENTE DE M. VERDE I ALDEA

Vice-président

Interviennent M. Froment-Meurice, au nom du groupe PPE, M^{me} Scrivener, membre de la Commission, et le rapporteur sur cette dernière intervention.

M. le Président déclare clos le débat.

vote: partie I, point 28.

15. Franchises des voyageurs * (débat)

Après s'être élevé contre le retard avec lequel son rapport a été appelé, M. Patterson présente son rapport, fait au nom de la commission économique, monétaire et de la politique industrielle sur la proposition de directive du Conseil modifiant les directives 69/169/CEE et 77/388/CEE et augmentant le niveau des franchises pour les voyageurs en provenance de pays tiers et les limites pour les achats hors taxes effectués lors de voyages intracommunautaire (10286/93 — C3-0511/93) (A3-0005/94).

Interviennent MM. Desmond, au nom du groupe PSE, Cox, au nom du groupe LDR, et M^{me} Scrivener, membre de la Commission.

M. le Président déclare clos le débat.

vote: partie I, point 29.

16. Nomination d'un membre de la Cour des comptes (débat)

M. Bourlanges présente son rapport, fait au nom de la commission du contrôle budgétaire, sur la nomination d'un membre de la Cour des comptes européenne (A3-0014/94).

Interviennent M^{me} Goedmakers, au nom du groupe PSE, MM. Kellett-Bowman, au nom du groupe PPE, Mendes Bota, au nom du groupe LDR et Cravinho.

M. le Président déclare clos le débat.

vote: partie I, point 23.

Jeudi, 20 janvier 1994

17. Culture (débat)

M. Canavarro présente son rapport, fait au nom de la commission de la culture, de la jeunesse, de l'éducation et des médias, sur la politique communautaire dans le domaine de la culture (A3-0386/93).

Interviennent M. Barzanti, au nom du groupe PSE, M^{me} Rawlings, au nom du groupe PPE, MM. Mendes Bota, au nom du groupe LDR, Frémion, au nom du groupe V, Nianias, au nom du groupe RDE et Barata Moura, au nom du groupe CG.

PRÉSIDENCE DE M. MARTIN

Vice-président

Interviennent M^{me} Maibaum, MM. Escudero, Christopher J.P. Beazley, celui-ci sur la procédure, Coimbra Martins, M^{me} Dührkop Dührkop et M. Pinheiro, membre de la Commission.

M. le Président déclare clos le débat.

vote: partie I, point 30.

18. Nouvelles technologies du charbon (débat)

M. Melis présente son rapport, fait au nom de la commission de l'énergie, de la recherche et de la technologie, sur les nouvelles technologies du charbon (A3-0438/93).

Interviennent MM. Samland, au nom du groupe PSE, Bettini, au nom du groupe V, Delcroix, Raggio et M^{me} Scrivener, membre de la Commission.

M. le Président déclare clos le débat.

vote: partie I, point 31.

19. Femmes dans le secteur agricole (débat)

M^{me} Domingo Segarra présente son rapport, fait au nom de la commission des droits de la femme, sur la situation des femmes dans l'agriculture dans les États membres de la Communauté (A3-0409/93).

Interviennent M^{mes} Keppelhoff-Wiechert, Van Hemeldonck et Lulling.

L'heure des votes étant arrivée, le débat est interrompu à ce stade, il sera repris ultérieurement.

PRÉSIDENCE DE M. KLEPSCH

Président

20. Recours contre le Conseil

M. le Président fait la communication suivante:

«Le service juridique du Parlement européen a introduit aujourd'hui devant la Cour de Justice des Communautés

européennes un recours contre le Conseil. Ce recours vise à annuler la directive du Conseil concernant la taxation des véhicules à moteur. Le Parlement européen considère que le Conseil, qui a apporté des modifications substantielles à la proposition de la Commission, aurait dû à nouveau le consulter.

La commission des transports et la commission juridique ont, pour cette raison, recommandé au Président d'introduire un recours pour non-respect de prescriptions de forme essentielles. La Conférence des présidents a également, lors de sa réunion de 16 décembre 1993, recommandé un recours en annulation».

21. Ordre du jour

M. le Président communique qu'à la suite de la demande formulée lundi par M^{me} Daly, la Commission s'est déclarée disposée à faire une déclaration sur le marché de la banane. Il propose d'inscrire cette déclaration à l'ordre du jour de demain après celle sur les vaches allaitantes.

Le Parlement marque son accord sur cette inscription.

M. le Président annonce par ailleurs que plus d'un dixième des membres composant le Parlement et appartenant au moins à trois groupes politiques se sont opposés, par écrit, conformément à l'article 52, paragraphe 5 du règlement, à l'application de la procédure prévue par ledit article au rapport Raffin sur la conservation des espèces d'oiseaux sauvages (A3-0002/94), inscrit à l'ordre du jour de demain.

Ce rapport sera dès lors examiné suivant la procédure habituelle. Un délai de dépôt d'amendements devant être fixé, il est reporté à l'ordre du jour de la période de session de février.

22. Composition de l'Assemblée paritaire ACP-CEE

À la demande des groupes politiques, le Parlement ratifie la nomination de M^{me} Langenhagen (PPE) comme 70^e membre de l'Assemblée paritaire ACP-CEE. Cette nomination a été rendue nécessaire par le fait que celle-ci compte désormais 70 membres ACP et 70 membres européens.

HEURE DES VOTES

23. Nomination d'un membre de la Cour des comptes (vote)

Rapport Bourlanges — A3-0014/94

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Amendement retiré: 1

Des votes séparés et par division ont été demandés par le groupe PSE:

Jeudi, 20 janvier 1994

Préambule et considérant A à C: adoptés

Considérant D:

1^{re} partie: jusqu'à «État membre concerné»: rejetée par VE

2^e partie: reste: adoptée

Le rapporteur et M^{me} Goedmakers sont intervenus sur ce vote.

Considérant E: rejeté

Considérant F:

1^{re} partie: jusqu'à «dysfonctionnements»: adoptée

2^e partie: jusqu'à «membres du directoire»: rejetée

3^e partie: jusqu'à «Cour des comptes européenne»: adoptée

4^e partie: jusqu'à «Cour des comptes portugaise»: rejetée

5^e partie: reste: adoptée

Considérant G:

Intervient le rapporteur qui propose un amendement oral, dont il donne lecture, tendant à remplacer les termes «en elles-mêmes» par les termes «en l'état présent de l'information du Parlement».

Interviennent M^{mes} Von Alemann qui s'élève contre la mise aux voix de cet amendement oral et Goedmakers sur sa teneur précise.

M. le Président consulte l'Assemblée sur la question de savoir si au moins neuf députés appuient, comme le prescrit l'article 124, paragraphe 6 du règlement, l'opposition formulée par M^{me} Von Alemann.

Six députés seulement se lèvent pour l'appuyer.

Dans ces conditions, M. le Président met aux voix l'amendement oral et le considérant G modifié:

amendement oral: adopté

considérant G ainsi modifié: adopté.

Paragraphe 1: adopté par vote au scrutin secret (141 votants, 120 pour, 15 contre, 6 abstentions).

Intervient M. Von der Vring sur la procédure.

Paragraphe 2: adopté.

Explications de vote:

— *orales:* M. Mendes Bota et M^{me} Nielsen.

Intervient le rapporteur.

Le Parlement adopte la décision et rend de ce fait un avis négatif sur la nomination proposée (partie II, point 6).

24. Sécurité nucléaire * (vote final)

Rapport Hervé — A3-0401/93

(Le vote final avait été reporté (article 60, paragraphe 2 du règlement) au cours de la séance du 15.12.93 (partie I, point 28 a) du P.V.)

PROPOSITION DE DÉCISION (COM(92)0467 — C3-0032/93

Intervient le rapporteur sur les amendements.

Amendements de compromis adoptés: 46 à 56 en bloc

Le Parlement approuve la proposition de la Commission ainsi modifiée (partie II, point 7).

PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE:

Le Parlement adopte la résolution législative (partie II, point 7).

25. Résultats du Sommet de l'OTAN (vote)

(Propositions de résolution B3-0070, 0143, 0144, 0145, 0146 et 0147/94)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION B3-0070/94:

Le Parlement rejette la proposition de résolution.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION B3-0143/94:

Le Parlement rejette la proposition de résolution.

PROPOSITION DE RÉSOLUTION B3-0144/94:

Le Parlement rejette la proposition de résolution.

PROPOSITIONS DE RÉSOLUTION B3-0145, 0146 et 0147/94:

— proposition de résolution commune déposée par:
MM. Woltjer et Sakellariou, au nom du groupe PSE,
MM. Penders et Poettering, au nom du groupe PPE,
MM. Holzfuß et Bertens, au nom du groupe LDR
tendant à remplacer ces propositions de résolution par un nouveau texte:

Explications de vote:

— *orales:* M^{me} Green, au nom du groupe PSE.

PRÉSIDENCE DE M^{me} FONTAINE

Vice-président

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 8).

Jeudi, 20 janvier 1994

26. Changement de base juridique de propositions pendantes devant le Conseil (vote)

Rapport Bontempi — A3-0013/94

PROPOSITION DE RÉOLUTION

Amendement rejeté: 1

Les différentes parties du texte ont été adoptées successivement.

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 9).

27. Pluralisme et concentration des médias (vote)

Rapport Fayot/Schinzel — A3-0435/93

PROPOSITION DE RÉOLUTION

*Amendements adoptés: 11 (1^{re} partie), 11 (2^e partie par VE), 7, 10**Amendements rejetés: 4 par VE, 1 par AN, 2 (1^{re} partie par VE), 2 (2^e partie), 3 par AN, 6 par AN, 9 par AN, 8**Amendement retiré: 5*

Les différentes parties du texte ont été votées successivement (le paragraphe 1, points c) et g) par division et le paragraphe 6 par vote séparé (PPE)).

Interventions:

— M. Schinzel, corapporteur sur les amendements;

— M. Jackson a indiqué que les amendement 1 à 3 déposés par le groupe PPE reflétaient la position de la commission économique;

— M^{me} Oomen-Ruijten a retiré les demandes d'appel nominal introduites par le PPE sur les amendements 2 et 8;

— M. Hoppenstedt est intervenu après le rapporteur sur l'amendement 7.

Votes par division:

Amendement 2 (PPE):

1^{re} partie: points a) et b)2^e partie: reste

Paragraphe 1 c) (PPE):

1^{re} partie: jusqu'à «(disqualified persons)»: adoptée2^e partie: reste: adoptée par VE

Amendement 11 (PPE):

1^{re} partie: jusqu'à «médias»2^e partie: reste

Paragraphe 1 g) (PPE):

1^{re} partie: jusqu'à «transparence»: adoptée2^e partie: reste: rejetée*Résultats des votes par AN:*

Amendement 1 (PPE):

votants:	176
pour:	71
contre:	105
abstention:	0

Amendement 3 (PPE):

votants:	184
pour:	72
contre:	109
abstentions:	3

Amendement 6 (PPE):

votants:	182
pour:	71
contre:	111
abstention:	0

Amendement 9 (PPE):

votants:	175
pour:	68
contre:	107
abstention:	0

Explications de vote:— *orales:* MM. Elliott, au nom du groupe PSE, Hoppenstedt, au nom du groupe PPE, M^{me} Rawlings, MM. Christopher M. Jackson, et M^{me} Larive, au nom du groupe LDR.

Interviennent MM. Fayot et, Schinzel, corapporteurs.

— *écrites:* MM. Mendes Bota et Coimbra Martins.

Par AN (PPE, PSE), le Parlement adopte la résolution

votants:	174
pour:	112
contre:	60
abstentions:	2

(partie II, point 10).

* * *

Intervient M. Saby, président de la commission du développement qui, après avoir indiqué que le Bureau de l'Assemblée paritaire ACP-CEE avait décidé que la prochaine réunion de l'Assemblée se tiendrait à Athènes, proteste contre une décision de la Conférence des présidents du Parlement tendant à interdire le choix de cette ville, décision qu'il estime contraire au droit international. Il demande que le service juridique soit saisi (M^{me} le Président prend acte de cette protestation).

Jeudi, 20 janvier 1994

28. Participation du Parlement aux accords dans les domaines de la justice et des affaires intérieures (vote)

Rapport Jarzembowski- A3-0436/93

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Amendements adoptés: 1 par VE, 2 et 3

Les différentes parties du texte ont été adoptées successivement.

Explications de vote:

— *écrites:* MM. Van der Waal, Blaney et Cushnahan;

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 11).

29. Franchises pour voyageurs en provenance de pays tiers * (vote)

Rapport Patterson — A3-0005/94

PROPOSITION DE DIRECTIVE 10286/93- C3-0511/93:

Amendements adoptés: 1 à 3 en bloc

Le Parlement approuve la proposition du Conseil ainsi modifiée (partie II, point 12).

PROJET DE RÉSOLUTION LÉGISLATIVE:

Une demande de vote séparé sur le paragraphe 3 a été présentée (LDR).

Préambule et paragraphes 1 et 2: adoptés

Paragraphe 3: adopté

Paragraphe 4 et 5: adoptés

Le Parlement adopte la résolution législative (partie II, point 12).

30. Culture (vote)

Rapport Canavaro — A3-0386/93

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Amendement adopté: 2

Amendement rejeté: 1

Les différentes parties du texte ont été adoptées successivement.

Explications de vote:

— *orales:* M. Gasòliba i Böhm, au nom du groupe LDR.

— *écrites:* M^{me} Rawlings et M. Cushnahan.

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 13).

31. Nouvelles technologies du charbon (vote)

Rapport Melis — A3-0438/93

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Amendements adoptés: 2 et 1

Les différentes parties du texte ont été adoptées successivement.

Explications de vote:

— *écrites:* M. Delcroix

Le Parlement adopte la résolution (partie II, point 14).

FIN DE L'HEURE DES VOTES

32. Femmes dans le secteur agricole (suite du débat)

Interviennent dans la suite du débat, MM. Maher, au nom du groupe LDR, Christopher J.P. Beazley, celui-ci sur le déroulement du débat, Graefe zu Baringdorf, au nom du groupe V, Lane, au nom du groupe RDE, Blaney, au nom du groupe ARC, M^{mes} Scrivener, membre de la Commission, Domingo Segarra, rapporteur, qui pose une question à la Commission à laquelle M^{me} Scrivener répond.

M^{me} le Président déclare clos le débat.

Vote: P.V. du 21.1.94, partie I, point 7.

*
* * *

M^{me} Catasta, rapporteur sur le point suivant inscrit à l'ordre du jour, étant absente, et la Commission ne pouvant rester plus longtemps, M^{me} le Président décide de lever la séance.

33. Ordre du jour de la prochaine séance

M^{me} le Président communique que l'ordre du jour de la séance du lendemain est fixé comme suit:

9 heures:

— rapport Amendola sur le statut des animaux (article 52)

— propositions de résolution sur les transports (sans débat) (article 90)

— discussion commune de deux rapports de Vries sur les instruments communautaires * ⁽¹⁾

— rapport Van der Waal sur la navigation intérieure **I ⁽¹⁾

— rapport Catasta sur les droits à pension pour femmes divorcées ou séparées ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Les textes seront votés après la clôture de chaque débat

Judi, 20 janvier 1994

— question orale sur le «Gibraltar Social Insurance Fund» (1)	— déclaration de la Commission sur le marché des bananes
— déclaration de la Commission sur la réforme de la PAC (vaches allaitantes)	— déclaration de la Commission sur l'industrie chimique

(1) Les textes seront votés après la clôture de chaque débat

(La séance est levée à 19 h 50.)

Enrico VINCI,
Secrétaire général

Nicole PERY,
Vice-président

Jeudi, 20 janvier 1994

PARTIE II

Textes adoptés par le Parlement européen

1. Situation en Bosnie-Herzégovine

B3-0053, 0090, 0098, 0111 et 0132/94

Résolution sur la poursuite de la guerre en Bosnie-Herzégovine

Le Parlement européen,

- A. considérant que la population de la Bosnie-Herzégovine vit une situation désespérée et que, confrontée à un état de choses où il se révèle impossible de garantir le respect des principes les plus élémentaires du droit international, elle a le sentiment d'avoir été trahie,
- B. considérant qu'une grande partie des Bosniaques restent organisés en une société pluriethnique,
- C. considérant que les belligérants continuent à s'en prendre aux civils et que l'acheminement de l'aide humanitaire est fréquemment interrompu,
- D. considérant que des villes ou de vastes régions sont isolées par les sièges et les blocus,
- E. considérant que les soldats de la Force de protection de l'Organisation des Nations unies (Forpronu) et leurs commandants — comme l'attestent les propos des généraux Briquemont et Cot — se montrent mécontents de leur mandat, trop limité à leurs yeux, et de l'absence des moyens nécessaires pour faire appliquer sur le terrain les décisions de l'ONU,
- F. considérant que l'assistance militaire des États-Unis est sollicitée pour mettre un terme à la violence,
- G. considérant qu'en dépit de leurs promesses solennelles, les États membres de l'Union hésitent à envoyer de nouvelles troupes sur le théâtre des opérations,
- H. considérant le mandat et la stratégie des médiateurs de l'Union et des Nations unies, qui ne sont parvenus à aucun résultat et qui persistent à vouloir découper la Bosnie-Herzégovine, pourtant membre de l'ONU, selon des lignes de partage ethniques,
- I. considérant les déclarations du Conseil de l'Atlantique Nord et du Conseil de sécurité des Nations unies;
 - 1. exige:
 - a) que la politique bosniaque de l'Union ait pour objectifs absolument prépondérants d'obtenir un règlement négocié et d'empêcher l'élargissement du conflit à l'ensemble des Balkans,
 - b) que le droit des autorités légales de la Bosnie-Herzégovine à conserver un État viable soit reconnu et sauvegardé,
 - c) que l'on se prononce résolument pour la transformation de la Forpronu en une force de rétablissement de la paix, dès lors que les échecs enregistrés jusqu'ici condamnent inéluctablement toute mission vouée au simple maintien de la paix,
 - d) que des forces militaires interviennent énergiquement pour assurer la sécurité de toutes les «zones protégées», comme le Conseil et les États membres l'ont promis,
 - e) que l'accès aux couloirs empruntés par les convois d'aide humanitaire soit libéré, et que l'aéroport de Tuzla, situé dans la plus vaste des zones où les Bosniaques conservent des autorités civiles pluriethniques, soit réouvert,
 - f) que l'encerclement de Sarajevo soit brisé,

Jeudi, 20 janvier 1994

- g) qu'il soit mis fin au blocage du système de rotation des contingents de la Forpronu,
 - h) que soient éliminées les positions d'artillerie dont les servants violent le cessez-le-feu et que les tireurs isolés soient réduits au silence, conformément aux décisions prises par l'OTAN le 11 janvier 1994,
 - i) que tout soit fait pour limiter au maximum les pertes de la population civile et de la Forpronu,
 - j) que l'on use envers la Croatie d'une diplomatie dynamique et de pressions adéquates, afin de l'amener à cesser ses attaques contre la Bosnie-Herzégovine et de favoriser un retour à de bonnes relations bilatérales,
 - k) que soient strictement appliquées les sanctions décrétées contre le régime de Belgrade, jusqu'à la cessation définitive de l'agression serbe envers la Bosnie-Herzégovine,
 - l) qu'une aide pratique soit octroyée à tous ceux qui, d'un bout à l'autre de l'ex-Yougoslavie, opposent dialogue, démocratie et défense des droits de l'homme au nationalisme exacerbé et à la purification ethnique,
 - m) que soit incluse dans le programme d'action commune de l'Union une contribution politique, opérationnelle et financière au profit du tribunal international chargé de juger les crimes de guerre commis dans l'ex-Yougoslavie,
 - n) que soit désigné un autre médiateur de l'Union doté, cette fois, d'un mandat approprié et d'une nouvelle stratégie pour exercer celui-ci;
2. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission et au Conseil, aux Secrétaires généraux de l'ONU, de l'OTAN et de l'Union de l'Europe occidentale, ainsi qu'aux gouvernements de Bosnie-Herzégovine, de Croatie et de Serbie.

2. Mexique

B3-0057, 0110 et 0126/94

Résolution sur la révolte paysanne dans l'État du Chiapas (Mexique)

Le Parlement européen,

- A. exprimant sa préoccupation à l'égard de la violence déclenchée par l'insurrection de l'«Armée zapatiste de libération nationale (EZLN)» dans l'État mexicain du Chiapas, le 1^{er} janvier 1994,
 - B. reconnaissant que ces incidents s'expliquent notamment par l'exploitation, la faim, la misère, l'injustice et l'humiliation que la population indigène endure,
 - C. conscient de l'importance croissante du Mexique non seulement en Amérique latine, mais aussi dans le cadre de ses relations avec l'Amérique du Nord aux termes du Traité de libre-échange et dans le monde entier,
 - D. rappelant que, selon l'accord-cadre conclu au mois d'avril 1991 entre la Communauté européenne et les États-Unis du Mexique ⁽¹⁾, l'individu doit être le premier bénéficiaire de la coopération et qu'en conséquence, il convient de promouvoir le respect des droits de l'homme;
1. condamne catégoriquement le recours à la violence par la voie des armes dans un État de droit, même si ce dernier entend jeter ses bases sur des conflits d'ordre politique, social, culturel ou ethnique, ainsi que les excès commis par l'armée lors de la répression;
2. se félicite de la réaction rapide du Président de la République qui a multiplié les efforts pour mettre fin aux hostilités et instaurer le dialogue;

⁽¹⁾ JO n° L 340 du 11.12.1991, p. 2.

Jeudi, 20 janvier 1994

3. demande que sur la base de ce dialogue entre le gouvernement et les insurgés, un cessez-le-feu définitif soit conclu le plus rapidement possible et qu'un remède soit trouvé aux injustices et aux discriminations dont souffrent les couches les plus défavorisées de la population mexicaine;
4. souligne la nécessité de progresser dans la voie de la démocratisation du Mexique;
5. demande à la commission mixte établie au titre de l'accord CE-Mexique d'intensifier les activités de coopération envisagées dans le secteur de la santé publique, des régions rurales, de l'agriculture et de l'élevage et de mettre l'accent sur la sauvegarde des forêts tropicales, en concertation avec les populations indigènes qui y vivent;
6. réclame des garanties de sécurité pour les réfugiés guatémaltèques qui vivent notamment, à l'heure actuelle, dans des campements situés dans l'État du Chiapas;
7. presse les autorités mexicaines de s'abstenir d'autres violations des droits de l'homme et d'autoriser les organisations nationales et internationales s'occupant précisément de ces droits, de même que la Croix-Rouge internationale, les représentants des Églises et les médias, à pénétrer dans la région qui a été le théâtre des événements;
8. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission et au Conseil, ainsi qu'au gouvernement du Mexique, au Gouverneur de l'État du Chiapas, aux Présidents du Sénat mexicain et de la Chambre des députés, au Président du Parti révolutionnaire institutionnel et au Président du Parlement latino-américain.

3. Droit de vote des ressortissants de l'Union aux élections européennes

B3-0064, 0127 et 0133/94

Résolution sur le droit de vote des ressortissants de l'Union aux élections européennes

Le Parlement européen,

- vu l'article B du traité de l'Union, sur la citoyenneté européenne,
 - vu l'article 8 B du Traité CE sur le droit de vote et d'éligibilité des citoyens de l'Union résidant dans un État membre dont ils ne sont pas ressortissants aux élections municipales dans l'État membre où ils résident et sur leur droit de vote et d'éligibilité aux élections au Parlement européen,
- A. considérant qu'un des objectifs de l'Union est de promouvoir la citoyenneté européenne,
 - B. considérant que le droit de vote des ressortissants de l'Union tel qu'il est prévu par le Traité sur l'Union est un élément indispensable de cette citoyenneté,
 - C. considérant que les États membres de l'Union européenne doivent transposer, d'ici au 1^{er} février 1994, la directive 93/109/CE ⁽¹⁾ du Conseil du 6 décembre 1993, en application de l'article 8 B du Traité CE qui consacre le droit de vote et d'éligibilité aux élections européennes de 1994 dans les pays de résidence, pour les citoyens de la Communauté résidant dans un autre pays que leur pays d'origine,
 - D. considérant que les règles pratiques applicables à l'inscription, sur les listes électorales, des citoyens de la Communauté résidant dans un autre pays que leur pays d'origine doivent être définies parallèlement à la transposition de la directive,
 - E. considérant que la directive invite le citoyen intéressé à manifester sa volonté d'exercer son droit de vote dans son pays de résidence,

⁽¹⁾ JO n° L 329 du 30.12.1993, p. 34.

Jeudi, 20 janvier 1994

- F. préoccupé par la confusion qui pourrait se manifester:
- dans le cas où les modalités ne seraient pas clairement définies entre les pays d'origine et les pays de résidence, quant à la double inscription sur les listes électorales,
 - à la suite d'une méconnaissance des nouveaux systèmes électoraux,
- G. considérant l'importance et la nécessité d'une campagne d'information appropriée dans l'ensemble des États membres à ce propos;
- invite les États membres à prendre sans délai les dispositions nécessaires afin de transposer la directive européenne sur le droit de vote des ressortissants de l'Union dans les législations nationales respectives, afin que tous les ressortissants de l'Union puissent participer aux prochaines élections du Parlement européen, quel que soit leur lieu de résidence;
 - insiste sur la nécessité que la Commission et les États membres organisent une campagne de sensibilisation et d'information sur les élections européennes et sur la participation des citoyens à la prise de décision au niveau européen;
 - charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux Parlements des États membres.

4. Droits de l'homme

- a) B3-0054, 0059 et 0075/94

Résolution sur la situation au Congo

Le Parlement européen,

- rappelant ses précédentes résolutions sur le lien entre la démocratie et le développement,
- A. préoccupé par le degré de violence qui sévit actuellement au Congo où, dans les dernières semaines une centaine de personnes ont été tuées lors des affrontements entre forces présidentielles et membres de l'opposition,
- B. considérant la séquestration et l'expulsion de la journaliste française Frédérique Genot, le 14 novembre 1993 et le fait que son départ récent de Brazzaville met fin à toute possibilité de compte rendu objectif et indépendant des événements graves qui se déroulent en ce moment au Congo: l'assassinat politique ou ethnique entre Congolais, l'intimidation, l'agression, le viol de ressortissants de l'Union européenne (principalement français, portugais et belges) sont signalés régulièrement;
- condamne les violences et abus des droits de l'homme au Congo et invite l'ensemble de la société congolaise à reprendre un véritable dialogue propre à aboutir à une réconciliation nationale selon les termes prévus par l'accord de Libreville du 4 août 1993;
 - soutient la déclaration du Conseil du 12 janvier 1994 sur l'évolution inquiétante de la situation au Congo et la nécessité du dialogue en vue de trouver une solution politique à la crise;
 - invite les autorités congolaises à assurer de bonnes conditions pour l'exercice de la mission du collège arbitral international dont la création a été décidée par l'accord de Libreville et dont la tâche est d'examiner les recours déposés à la suite des élections de mai 1993;
 - invite les autorités congolaises à garantir la liberté de l'information et notamment
 - l'accès aux médias congolais de toutes les composantes de la vie publique nationale,
 - l'annulation de l'arrêté ministériel d'expulsion à vie de Frédérique Genot,
 - la réaffirmation, pour les représentants de la presse internationale, de la liberté d'exécuter leur mission dans des conditions raisonnables d'accès et de sécurité;

Jeudi, 20 janvier 1994

5. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission, aux co-présidents de l'Assemblée paritaire ACP-CEE, à l'OUA et aux Président et gouvernement du Congo.

b) B3-0060, 0118, 0125 et 0128/94

Résolution sur la Guinée équatoriale

Le Parlement européen,

— vu ses résolutions du 21 janvier 1993 sur la Guinée équatoriale ⁽¹⁾ et du 28 octobre 1993 sur la situation en Guinée équatoriale ⁽²⁾,

— vu la résolution de l'Assemblée paritaire ACP-CEE du 7 octobre 1993,

A. considérant que les résultats de la consultation électorale du 21 novembre 1993 ont été manipulés par le régime du colonel Obiang,

B. considérant que la persécution et l'emprisonnement des militants des partis reconnus par la loi, l'absence de garanties juridiques, le monopole de l'information et, d'une façon générale, la violation systématique des droits fondamentaux des citoyens guinéens par le régime militaire ont empêché l'organisation d'élections véritablement démocratiques,

C. considérant que l'opposition démocratique guinéenne, réunie au sein de la Plate-forme de l'opposition conjointe (POC), a boycotté les élections dans la mesure où les conditions démocratiques les plus élémentaires n'étaient pas réunies,

D. considérant que les opposants politiques sont incarcérés sans procès, torturés, particulièrement dans le bague de Playa-Negra, situé dans l'enceinte même du palais présidentiel, et soumis au travail forcé (cf. rapport d'Amnesty International);

1. estime que les élections « multipartites » du 21 novembre 1993 manquent de légitimité, puisque boycottées par 70 % des électeurs et non observées par une commission internationale;

2. dénonce le rôle des « Ninjas » dirigés par le frère du colonel Obiang, qui ont régulièrement passé à tabac les militants d'opposition;

3. demande que l'Union et ses États membres suspendent toute aide commerciale et financière en faveur du régime militaire de la Guinée équatoriale, à la seule exception de l'aide strictement humanitaire directement perçue par les bénéficiaires;

4. exprime l'espoir que le peuple guinéen parviendra à se débarrasser le plus rapidement possible du régime dictatorial et s'engagera sur la voie de la concorde, de la démocratie et du progrès;

5. proteste contre l'expulsion arbitraire, par les autorités de Guinée équatoriale, du consul d'Espagne à Malabo;

6. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission, ainsi qu'au gouvernement de la Guinée équatoriale et à la Plate-forme de l'opposition conjointe.

⁽¹⁾ JO n° C 42 du 15.2.1993, p. 163.

⁽²⁾ PV de cette date, partie II, point 5 g).

Jeudi, 20 janvier 1994

c) B3-0086/94

Résolution sur la menace d'une reprise des exécutions en Turquie

Le Parlement européen,

- A. sachant que, à la suite de votes émis par la Grande Assemblée, aucune peine de mort n'a été exécutée en Turquie depuis dix ans,
 - B. bouleversé par la décision de la commission juridique de la Grande Assemblée d'approuver la peine de mort prononcée contre M. Seyfettin Uzundi,
 - C. craignant que l'éventuelle approbation de cette peine par la Grande Assemblée elle-même ouvre la voie à d'autres exécutions,
 - D. conscient du durcissement des positions dû au conflit dont le Sud-Est de la Turquie est le théâtre, aux actes de terrorisme commis par le PKK dans cette région, dans d'autres parties du pays et à l'étranger ainsi qu'aux méthodes brutales qu'utilisent parfois les forces de sécurité, et convaincu que des exécutions rendront encore plus difficile le règlement du conflit;
1. prie tous les membres de la Grande Assemblée de ne pas voter en faveur de l'exécution de M. Seyfettin Uzundi;
 2. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil, au Président de la Grande Assemblée, au Président de la commission des droits de l'homme de la Grande Assemblée ainsi qu'aux responsables de tous les partis politiques représentés à la Grande Assemblée.

d) B3-0063, 0095 et 0139/94

Résolution sur la cinquantième session de la Commission des droits de l'homme des Nations unies (Genève 31 janvier — 11 mars 1994)

Le Parlement européen,

- vu la Charte des Nations unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants,
- vu la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et la Convention européenne pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants,
- vu le Traité sur l'Union européenne et plus particulièrement son préambule et ses articles J et J.1,
- vu ses résolutions du 11 mars 1993 sur les droits de l'homme dans la Communauté européenne — Rapport annuel du Parlement européen ⁽¹⁾ et du 12 mars 1993 sur les droits de l'homme dans le monde et la politique communautaire en la matière pendant la période 1991-1992 ⁽²⁾,
- vu sa résolution du 27 mai 1993 concernant la Conférence mondiale des Nations unies sur les droits de l'homme (Vienne, juin 1993) ⁽³⁾,

⁽¹⁾ JO n° C 115 du 26.4.1993, p. 178.

⁽²⁾ JO n° C 115 du 26.4.1993, p. 214.

⁽³⁾ JO n° C 176 du 28.6.1993, p. 154.

Jeudi, 20 janvier 1994

- A. ayant pris connaissance du projet d'ordre du jour de la cinquantième session de la Commission des droits de l'homme du Comité économique et social des Nations unies et profondément inspiré par la Déclaration et le Programme d'action de Vienne adoptés le 25 juin 1993 par la Conférence mondiale sur les droits de l'homme d'une part (en particulier les points 25 à 32 «Personnes appartenant à des minorités nationales, religieuses et linguistiques» et 54 à 62 «droit de ne pas être torturé» de la partie II), et par la Déclaration de Vienne adoptée le 9 octobre 1993 par le Sommet du Conseil de l'Europe d'autre part (en particulier son annexe II) «Minorités nationales»,
- B. convaincu du caractère universel, imprescriptible, indivisible et inaliénable des droits de l'homme, de la prééminence du droit et du nécessaire renforcement des mécanismes juridiques internationaux présidant à la protection des droits individuels et collectifs;
1. condamne toute atteinte portée à la dignité humaine, les tortures, peines et traitements inhumains ou dégradants, qu'ils émanent d'États, de groupes ou de personnes, et appuie l'élaboration d'un protocole facultatif complétant et améliorant les dispositions internationales en vigueur; réitère sa condamnation de la peine de mort;
 2. demande l'augmentation des contributions versées au Fonds de contributions volontaires des Nations unies pour les victimes de torture;
 3. estime nécessaire l'insertion d'une clause sociale dans tous les accords commerciaux internationaux, visant à lutter contre les pratiques similaires à des traitements inhumains ou dégradants;
 4. rappelle son soutien à la désignation d'un haut commissaire aux droits de l'homme auprès du Secrétaire général des Nations unies;
 5. demande que les finances nécessaires soient dégagées au fonctionnement du Tribunal pénal international chargé de juger les auteurs de violations du droit humanitaire commises dans l'ex-Yougoslavie, afin de lui permettre de travailler efficacement;
 6. souhaite une coordination des organes et institutions chargés d'un rôle préventif et d'inspection en matière de respect des droits de l'homme (Conseil de l'Europe, Haut Commissaire de la C.S.C.E. pour les minorités nationales);
 7. apporte son soutien à toute initiative visant au respect des minorités nationales dans leurs droits politiques, économiques, sociaux et culturels;
 8. appuie derechef la tenue en avril 1994 d'une Conférence de lancement sur la stabilité en Europe et les minorités nationales d'une part (point III et annexe I des conclusions de la Présidence — Conseil européen Bruxelles 10 et 11 décembre 1993) et la rédaction d'une convention-cadre précisant les engagements des États en faveur de la protection des minorités nationales au sein du Conseil de l'Europe;
 9. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil et à la Commission ainsi qu'aux gouvernements des États membres et des États candidats à l'adhésion.

e) B3-0062/93

Résolution sur la situation des soldats en Russie, considérée sous l'angle du respect des droits de l'homme

Le Parlement européen,

- A. considérant les résultats des élections en Russie,
- B. considérant que la Russie menace d'évoluer vers un nationalisme qui recrute ses partisans notamment et surtout au sein de l'armée,

Jeudi, 20 janvier 1994

- C. compte tenu de la nécessité d'établir des relations stables avec une Russie qui souscrive aux principes de la démocratie et s'engage à respecter les droits de l'homme,
 - D. eu égard aux programmes d'aide mis en place par la Communauté en faveur des pays d'Europe orientale, et en particulier le programme TACIS,
 - E. considérant «l'initiative pour la démocratie» lancée par la Communauté,
 - F. se référant aux déclarations de la CSCE,
 - G. considérant les initiatives prises par Amnesty International, la Société internationale des droits de l'homme, les comités des mères de soldats russes, ainsi que d'autres initiatives,
 - H. considérant la future constitution de la Russie;
1. rappelle au gouvernement russe que l'obligation de respecter les droits de l'homme figure dans tous les accords passés avec l'Union européenne;
 2. attire l'attention sur le fait qu'il a pris connaissance de violations flagrantes des droits de l'homme, qui sont les suivantes:
 - mauvais traitements infligés à de jeunes soldats et recrues dans les forces armées, lesquels ont, dans certains cas, provoqué des infirmités graves, ou même la mort,
 - recrutement de jeunes gens malades ou infirmes, afin de respecter les dispositions du plan,
 - sévices exercés sur des personnes incarcérées dans des prisons où règnent des conditions de détention inhumaines,
 - sévices exercés dans les prisons sur de jeunes vagabonds, enfants ou adolescents, détenus dans des conditions inhumaines;
 3. demande à la Commission:
 - de prévoir, dans le cadre de ses programmes, des moyens financiers destinés à des organisations et projets à caractère humanitaire,
 - d'attirer l'attention du gouvernement russe sur ces violations des droits de l'homme lorsqu'elle négocie avec lui;
 4. insiste pour que la délégation du Parlement européen aborde ces questions avec ses interlocuteurs russes;
 5. charge sa sous-commission des droits de l'homme de se pencher sur ces problèmes;
 6. prie le Conseil et les États membres, dans leurs relations avec la Russie, d'insister dans le sens d'une amélioration de la situation des droits de l'homme de ces personnes;
 7. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, aux gouvernements des États membres ainsi qu'au gouvernement russe.

5. Catastrophes

a) B3-0056, 0072, 0073, 0079, 0099 et 0129/94

Résolution sur les inondations en Europe

Le Parlement européen,

- vu sa résolution du 16 septembre 1992 sur une politique communautaire d'aménagement du territoire ⁽¹⁾,
- A. considérant la vague de pluies et les débordements des fleuves qui ont lourdement touché l'Europe depuis octobre 1993, notamment l'Allemagne, les Pays-Bas, la Belgique, le Luxembourg, l'Italie, l'Espagne, la France, la Grèce et le Royaume-Uni,

⁽¹⁾ JO n° C 284 du 2.11.1992, p. 75.

Jeudi, 20 janvier 1994

- B. considérant que les inondations ont infligé de graves dégâts aux exploitations agricoles et horticoles et aux petites et moyennes entreprises, dont beaucoup se voient dans l'obligation de fermer, avec les conséquences que cela suppose pour l'emploi,
- C. notant qu'en décembre 1993 et janvier 1994, la Commission a accordé une aide d'urgence d'un montant total de 500.000 écus aux victimes des inondations survenues en France, en Allemagne, au Luxembourg, en Belgique et aux Pays-Bas; saluant l'octroi par la Commission d'une aide d'urgence, conçue — selon les termes mêmes de cette institution — comme «un geste humanitaire symbolique»,
- D. considérant que les crues qui sont survenues dans ces pays représentent un signal évident d'un grave déséquilibre hydrogéologique et soulignant la nécessité de mettre en œuvre une politique européenne coordonnée, destinée à atténuer les conséquences de telles catastrophes, ainsi qu'une politique d'aménagement du territoire concourant à la prévention de celles-ci,
- E. considérant que les remembrements ruraux, les rectifications de cours d'eau et l'aménagement de canaux ont accru les risques d'inondations et que les dégâts ont souvent été aggravés à cause de l'insuffisance et du manque d'entretien des ouvrages et moyens de protection,
- F. considérant que les inondations ont clairement démontré la nécessité de procéder à des travaux de génie hydraulique;
1. exprime sa sympathie aux familles des victimes et aux personnes sinistrées;
 2. rend hommage au dévouement des pompiers, des militaires et des services publics, aidés par des bénévoles, qui ont, sans relâche, répondu à l'appel de tous ceux qui se trouvaient en difficulté;
 3. se félicite de l'octroi d'une aide d'urgence, mais souligne la nécessité, eu égard à l'ampleur des effets des inondations, d'accroître sensiblement cette dernière;
 4. est d'avis que les mesures de lutte contre les inondations ne doivent pas prendre seulement la forme d'actions ponctuelles et que les régions les plus touchées doivent bénéficier de mesures structurelles, et invite la Commission à proposer des mesures pour contribuer au renforcement des moyens de prévention et de protection contre les inondations;
 5. prie la Commission de soumettre des propositions au sujet des moyens de mettre les instruments de la politique structurelle au service de la reconstruction de ces régions; demande également à la Commission de présenter d'urgence un projet visant à l'harmonisation des régimes d'assurance en sorte que les dommages de cette nature soient couverts par des assurances privées, comme tel est déjà le cas en France;
 6. est d'avis que ces catastrophes mettent, une fois de plus, en évidence la nécessité d'appliquer une politique européenne commune d'aménagement du territoire en vue de promouvoir un développement harmonieux tout en assurant la protection de l'environnement; demande que soit créée une base juridique permettant à l'Union d'appliquer une stratégie paneuropéenne coordonnée en matière d'aménagement du territoire;
 7. demande, par ailleurs, à la Commission de débloquer des fonds supplémentaires provenant du FEDER dans le cadre des actions destinées aux zones 5 b, afin d'apporter un soutien financier pour les travaux de remise en état et d'octroyer une aide aux personnes sans abri et aux agriculteurs dont les exploitations ont été dévastées;
 8. demande à la Commission d'accroître l'aide octroyée au titre des chapitres consacrés à la protection civile (B4-33) et aux aides urgentes (B4-34) et de mobiliser d'autres moyens, à charge du budget communautaire, pour venir en aide aux personnes et aux régions touchées;
 9. demande à la Commission de vérifier si les compagnies d'assurances qui excluent systématiquement les calamités naturelles sont juridiquement en règle avec la législation communautaire correspondante et avec les dispositions de l'article 85 CE, et souhaite que des propositions appropriées soient formulées; notant que, dans certains États membres, il est impossible de s'assurer contre les calamités naturelles telles que les inondations ou les séismes, que les compagnies d'assurances se sont même entendues pour exclure systématiquement ce genre de risques, et que les victimes se voient ainsi doublement lésées,

Jeudi, 20 janvier 1994

10. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil ainsi qu'aux gouvernements et aux autorités régionales ou locales des pays concernés.

b) B3-0077/94

Résolution sur les tempêtes en Galice

Le Parlement européen,

- A. considérant la succession de tempêtes qui ont récemment secoué le Nord de l'Espagne et plus particulièrement la Galice,
- B. vu les répercussions de ce mauvais temps sur plusieurs secteurs et en particulier la menace d'inondations qu'il fait peser sur plusieurs localités, ainsi que ses conséquences pour le secteur de la pêche en estuaire;
1. demande à la Commission de réaliser une étude détaillée sur les répercussions de ces mauvaises conditions climatiques;
 2. réclame instamment une action communautaire dans le secteur des infrastructures fluviales, pour éviter que les crues des rivières ne fassent peser une menace latente d'inondation;
 3. réclame une étude sur les répercussions en cause et sur les mesures à prendre dans le secteur de la pêche, notamment pour la flotte de pêche en estuaire qui est restée immobilisée dans les ports pendant plusieurs jours, ce qui n'a fait qu'aggraver la situation économique des familles des pêcheurs, déjà rendue préoccupante par la crise dans ce secteur et par le contexte général de crise économique;
 4. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission et au Conseil ainsi qu'au gouvernement espagnol et au gouvernement régional de la Galice.

c) B3-0055, 0080, 0091, 0094, 0102, 0104, 0114, 0131 et 0134/94

Résolution sur la sécurité maritime

Le Parlement européen,

- vu ses nombreuses résolutions sur les accidents maritimes et la sécurité maritime dans les eaux de l'Union,
 - vu la communication de la Commission intitulée «Pour une politique commune de la sécurité maritime» (COM(93)0066) et le programme d'action y figurant, ainsi que l'article 75 du Traité CE, qui prévoit expressément la prise de mesures permettant d'améliorer la sécurité des transports,
 - vu la résolution du Conseil des ministres des Transports des 7 et 8 juin 1993 sur la sécurité maritime,
- A. préoccupé par la multiplication des accidents maritimes dans les eaux de l'Union, notamment plus récemment par l'échouage d'un pinardier en décembre 1993 et d'un cargo en janvier 1994 entre la Corse et la Sardaigne, zones déjà signalées comme les plus sensibles quant à des conséquences éventuelles désastreuses pour l'environnement et l'écosystème maritime,

Jeudi, 20 janvier 1994

- B. considérant la réunion des ministres de l'Environnement de France et d'Italie à Bonifacio, le 19 janvier 1993, concernant l'interdiction du transit par le détroit de Bonifacio des navires transportant des marchandises dangereuses; considérant que la France et l'Italie ont présenté une proposition de résolution à l'OMI, qui doit remplacer la résolution actuelle 670(16) et qui vise à recommander aux États membres d'interdire ou, à tout le moins, de décourager vivement le passage, par le détroit de Bonifacio, des navires transportant des substances dangereuses,
- C. constatant qu'à la suite de la perte de conteneurs par un navire d'origine incertaine au large de Bordeaux, des milliers de détonateurs ont été trouvés sur les plages de l'Atlantique; considérant les risques que fait courir à la population et à l'environnement la présence de ces explosifs et autres produits toxiques, qui a conduit les autorités régionales à interdire l'accès de tout le littoral et constatant les préjudices causés à l'industrie du tourisme,
- D. soulignant l'importance du transport maritime et le rôle que la navigation maritime peut jouer dans le rééquilibrage modal dans l'Union, comme il est souligné dans le Livre blanc de la Commission pour une mobilité durable (COM(92)0494),
- E. considérant le retard déplorable avec lequel l'Union a abordé le problème de la sécurité en mer et dans les ports,
- F. considérant qu'à la suite du naufrage du pétrolier «Exxon Valdez» en Alaska en 1989, les États-Unis ont adopté, indépendamment de l'OMI (Organisation maritime internationale), une réglementation qui impose des normes de sécurité plus sévères qu'en Europe sur les bateaux qui naviguent dans les eaux américaines et souhaitant rappeler à l'attention des institutions communautaires la mise en œuvre des programmes Arcantel et NTMM (Network for Transport Management in Mediterranean) relatifs au renforcement de la communication télématique interportuaire et à la sécurité maritime, qu'elles ont cofinancés dans le cadre des fonds consacrés à la coopération interrégionale et ce depuis 1990;
1. demande à la Commission et au Conseil de mettre d'urgence en œuvre dans l'Union une véritable politique de la sécurité maritime, sur la base du programme d'action contenu dans la communication de la Commission et de ses résolutions;
 2. considère qu'une coopération accrue entre institutions communautaires et États membres est indispensable à la protection efficace des eaux de l'Union et à la mise en œuvre d'une véritable politique commune;
 3. rappelle que le «paquet» de mesures positives d'aide à la flotte communautaire, notamment la création d'un registre EUROS et la définition d'armateur communautaire, doit être considéré comme partie intégrante d'une politique de l'Union sur la sécurité maritime, et demande au Conseil de l'approuver;
 4. demande aux gouvernements des États membres de renforcer les conventions existantes déjà adoptées par l'OMI; invite le Conseil et les États membres à coordonner leur action pour exclure des eaux territoriales et des ports de l'Union les navires qui ne répondent pas aux normes élevées de sécurité nécessaires pour la préservation des vies humaines, de l'environnement et de l'écosystème;
 5. demande au Conseil des ministres des Transports et de l'Environnement de renforcer le programme d'action par les mesures suivantes:
 - une extension de la zone de sécurité des 12 milles nautiques,
 - la création d'un réseau de routes maritimes obligatoire, évitant le passage par des zones écologiquement sensibles des navires transportant des marchandises dangereuses et polluantes,
 - l'obligation d'équipement d'un système de positionnement en temps réel, dès l'entrée dans la zone de sécurité, en devant se signaler par radio au contrôle,
 - un renforcement des normes de sécurité en ce qui concerne la conception des navires, le niveau de qualification des équipages et les conditions de travail sur les navires;

Jeudi, 20 janvier 1994

6. demande à la Commission de soutenir ultérieurement la prise de position de la France et de l'Italie auprès de l'OMI, pour que cette nouvelle résolution soit adoptée le plus rapidement possible; demande en outre aux États membres et en particulier à la France et à l'Italie de se doter des instruments nécessaires pour lutter efficacement contre la pollution marine; demande à la Commission de participer financièrement à l'action de dépollution rendue nécessaire par cet incident;
7. estime que la Commission devrait examiner avec les autorités de l'Organisation maritime internationale (OMI) la révision de la réglementation relative au transport des matières dangereuses, lesquelles doivent être chargées sur le pont pour des raisons de sécurité à bord, mais qui, de ce fait, peuvent se trouver projetées à la mer en cas de tempête violente;
8. demande l'interdiction formelle du passage des pétroliers, des navires transportant des substances dangereuses et des bateaux de gros tonnage dans le détroit de Bonifacio;
9. demande à la Présidence grecque de convoquer une session «Jumbo» des ministres des Transports et de l'Environnement concernant la sécurité maritime;
10. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission et aux gouvernements des États membres, ainsi qu'à l'Organisation maritime internationale.

6. Nomination d'un membre de la Cour des comptes

A3-0014/94

Résolution portant avis du Parlement européen sur la nomination d'un membre de la Cour des comptes

Le Parlement européen,

- vu l'article 45 B paragraphe 3 du Traité CECA,
 - vu l'article 188 b paragraphe 3 du Traité CE,
 - vu l'article 160 b paragraphe 3 du Traité CEEA,
 - vu l'article 35 de son règlement,
 - vu sa résolution du 17 novembre 1992 sur la procédure de consultation du Parlement européen pour la nomination des membres de la Cour des comptes ⁽¹⁾,
 - vu le rapport de la commission du contrôle budgétaire (A3-0014/94),
- A. considérant que le Conseil a consulté le Parlement sur la nomination de M. Sousa Ribeiro par lettre du 16 septembre 1993,
- B. considérant que l'attitude du Conseil tout au long de cette procédure de consultation a eu pour effet, en contradiction avec des engagements pris récemment par cette institution, de rendre très difficile l'exercice de la responsabilité confiée au Parlement par le Traité, dans la mesure notamment où:
- le Conseil a présenté des demandes de consultation de manière fractionnée et dans des délais qui mettaient le Parlement dans l'impossibilité de rendre un avis fondé avant l'échéance du mandat des anciens membres de la Cour des comptes,
 - le Conseil a dissimulé au Parlement des informations que lui avaient communiquées les autorités portugaises en réponse à une demande expresse du Parlement obligeant ainsi celui-ci à envoyer son représentant dans la capitale portugaise en vue de s'assurer des informations qu'il aurait dû pouvoir obtenir par des circuits épistolaires classiques,

⁽¹⁾ JO n° C 337 du 21.12.1992, p. 51.

Jeudi, 20 janvier 1994

- le Conseil a présenté à deux reprises des demandes d'urgence d'autant plus malvenues qu'il s'attachait par ailleurs à ce que le Parlement ne reçoive pas de réponse aux demandes légitimes d'information de ce dernier,
- C. considérant que les autorités portugaises ont à plusieurs reprises souligné leur disponibilité à fournir au Parlement toutes les informations qu'il souhaitait pour l'exercice de ses responsabilités, et qu'elles ont réservé le meilleur accueil au représentant du Parlement lors de sa visite des 14 et 15 janvier 1994,
- D. considérant que la Cour des comptes portugaise n'a pas été saisie de la proposition de désignation de M. Sousa Ribeiro et qu'elle a, en rappelant qu'elle était le seul organe de contrôle externe du Portugal, solennellement protesté, par lettre en date du 17 novembre 1993, contre ce défaut de consultation,
- E. considérant qu'il est de notoriété publique que l'IFADAP, organisme chargé d'exécuter et de contrôler certains crédits communautaires, a souffert, au cours des années passées, de sérieux dysfonctionnements, que l'existence de ces dysfonctionnements paraît de nature à justifier et même, aux yeux du Parlement, à rendre nécessaires de nouvelles actions de contrôle de la Cour des comptes européenne sur la gestion passée et présente de cet organisme, et que, si rien ne permet, en l'état présent des informations du Parlement, d'attribuer à l'ancien Président de l'IFADAP, la responsabilité des dysfonctionnements en cause, la nomination de celui-ci aurait pour effet de le placer dans la situation d'avoir à contrôler la gestion de crédits qui ont été exécutés sous sa responsabilité; qu'une telle nomination est ainsi tout à fait inopportune,
- F. considérant donc que, sur la base des conditions posées par les traités et des critères fixés par le Parlement, si les qualités professionnelles, personnelles et morales du candidat ne seraient pas en l'état présent des informations du Parlement de nature à faire obstacle à sa nomination, en revanche la nature des fonctions que le candidat a exercées dans un passé récent rendent sa nomination inopportune;
1. exprime un avis défavorable à la nomination de M. Armindo de Jesus de Sousa Ribeiro en qualité de membre de la Cour des comptes;
 2. charge son Président de transmettre le présent avis au Conseil, et pour information, à la Cour des comptes, aux autres institutions et aux Cours des comptes des États membres.

7. Sécurité nucléaire *

A3-0401/93

Proposition de décision du Conseil modifiant la décision 77/270/EURATOM en vue d'habiliter la Commission à contracter des emprunts EURATOM pour contribuer au financement de l'amélioration du degré d'efficacité et de sûreté du parc nucléaire de certains pays tiers (COM(92)0467 — C3-0032/93)

Cette proposition est approuvée avec les modifications qui ont été adoptées lors de la séance du 15 décembre 1993 ⁽¹⁾ et les amendements de compromis suivants:

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES (*)

MODIFICATIONS APPORTÉES PAR
LE PARLEMENT EUROPÉEN

(Amendement de compromis n° 46)

Deuxième considérant bis (nouveau)

considérant la nécessité qu'il y a, dans le domaine de l'amélioration de la sécurité nucléaire en Europe de l'Est

(1) PV de cette date, partie II, point 20 a).

(*) JO n° C 22 du 26.1.1993, p. 11.

Jeudi, 20 janvier 1994

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNESMODIFICATIONS APPORTÉES PAR
LE PARLEMENT EUROPÉEN

et dans la CEI, à se référer à une vision stratégique cohérente intégrant une approche à long terme et prenant en compte pour chaque pays concerné les facteurs technologiques, la culture et les pratiques de sûreté et le bilan énergétique global;

Cet amendement rend caduc l'amendement 2 adopté le 15.12.1993.

(Amendement de compromis n° 47)

Troisième considérant

considérant que ces pays possèdent des installations nucléaires dont le niveau de sûreté est insuffisant, et dont les incidents de fonctionnement peuvent avoir des répercussions sur tout le continent; que ces pays ne peuvent pas renoncer à poursuivre l'exploitation de l'énergie nucléaire;

considérant les déficiences manifestes en ce qui concerne la sûreté de certaines centrales nucléaires des pays d'Europe centrale et de la CEI, déficiences qui constituent une menace potentielle pour l'ensemble du continent européen; que si, à l'évidence, certains des pays d'Europe centrale et orientale connaissent une dépendance énergétique importante à l'égard de la production électro-nucléaire, la situation n'est pas uniforme d'un pays à l'autre; qu'il est nécessaire de se référer à l'examen du bilan énergétique de chaque pays et de considérer la production électronucléaire dans le contexte de la concurrence avec les autres sources d'électricité et de tenir compte de l'évolution prévisible de la demande à la lumière notamment des efforts de rationalisation en matière d'utilisation de l'énergie;

Cet amendement rend caduc les amendements 3 et 10 adoptés le 15.12.1993.

(Amendement de compromis n° 48)

Troisième considérant bis (nouveau)

considérant le consensus existant quant aux carences de sécurité intrinsèques à la conception même des réacteurs du type VVER 440-230 et RBMK, et aux problèmes qui perdurent pour les réacteurs du type VVER 440-213 et VVER 1000;

Cet amendement rend caduc l'amendement 4 adopté le 15.12.1993.

(Amendement de compromis n° 49)

Troisième considérant quater (nouveau)

considérant la nécessité d'exiger de tous les pays disposant d'installations de production d'électricité nucléaire la ratification des conventions internationales en matière de responsabilité civile ou, de manière transitoire l'adoption de mesures contraignantes équivalentes;

Cet amendement rend caduc l'amendement 6 voté le 15.12.1993.

Jeudi, 20 janvier 1994

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

MODIFICATIONS APPORTÉES PAR
LE PARLEMENT EUROPÉEN

(Amendement de compromis n° 50)

Huitième considérant

considérant qu'il y a lieu de mobiliser une partie importante des ressources financières disponibles; que, à cette fin, il y a lieu de modifier la décision 77/270/Euratom qui habilite la Commission à contracter des emprunts Euratom permettant le financement d'investissements dans le secteur de l'énergie nucléaire, afin d'en étendre le champ d'application aux pays bénéficiant du programme PHARE et aux pays de la Communauté des États indépendants pour permettre l'amélioration du degré d'efficacité et de sûreté de leur parc nucléaire;

considérant qu'il y a lieu de mobiliser une partie importante des ressources financières disponibles; que, à cette fin, il y a lieu de modifier la décision 77/270/Euratom qui habilite la Commission à contracter des emprunts Euratom permettant le financement d'investissements dans le secteur de l'énergie nucléaire, afin d'en étendre le champ d'application aux pays bénéficiant du programme PHARE et aux pays de la Communauté des États indépendants pour permettre l'amélioration du degré de sûreté et d'efficacité de leur parc nucléaire et ainsi améliorer la protection de l'environnement;

Cet amendement rend caduc l'amendement 11 voté le 15.12.1993.

(Amendement de compromis n° 51)

Dixième considérant ter (nouveau)

considérant qu'il est nécessaire de compléter les actions à court terme par la mise en place de contributions financières à moyen et à long terme répondant à une stratégie cohérente, qui prévoit notamment le remplacement et le démantèlement des centrales nucléaires les moins sûres;

Cet amendement rend caduc l'amendement 16 adopté le 15.12.1993.

(Amendement de compromis n° 52)

ARTICLE UNIQUE

Article premier, deuxième alinéa, partie introductive (décision 77/270/Euratom)

La Commission est aussi habilitée à contracter, dans la même limite, de tels emprunts dont le produit sera affecté, sous forme de prêts, au financement *du réaménagement du parc nucléaire* des pays tiers bénéficiant du programme PHARE et des pays de la Communauté des États indépendants (CEI), *dans le but d'en améliorer le degré d'efficacité et de sûreté*. Pour être éligibles, les projets doivent:

La Commission est aussi habilitée à contracter, dans la même limite, de tels emprunts dont le produit sera affecté, sous forme de prêts, au financement **de projets destinés à renforcer la sûreté et l'efficacité** du parc nucléaire des pays tiers bénéficiant du programme PHARE et des pays de la Communauté des États indépendants (CEI). Pour être éligibles, les projets doivent:

Cet amendement rend caduc l'amendement 17 adopté le 15.12.1993.

(Amendement de compromis n° 53)

ARTICLE UNIQUE

Article premier, deuxième alinéa, troisième tiret (décision 77/270/Euratom)

— avoir fait l'objet d'un avis favorable de la Commission au plan technique *et économique*;

— avoir fait l'objet d'un avis favorable de la Commission au plan technique, **notamment quant à l'amélioration de la sûreté nucléaire, ainsi qu'au plan économique**;

Cet amendement rend caduc l'amendement 23 voté le 15.12.1993.

Jeudi, 20 janvier 1994

TEXTE PROPOSÉ PAR LA COMMISSION
DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNESMODIFICATIONS APPORTÉES PAR
LE PARLEMENT EUROPÉEN

(Amendement de compromis n° 54)

*Annexe au projet de décision 92/DEF/Euratom**Partie A, section II, point 1.1, premier tiret*

— Les projets doivent en priorité viser l'amélioration du degré d'efficacité et de sûreté de centrales nucléaires de puissance et d'installations du cycle du combustible en service ou en construction (voir points 1.2 et 1.3).

— Les projets doivent en priorité viser l'amélioration du degré de sûreté et d'efficacité de centrales nucléaires de puissance et d'installations du cycle du combustible, en service ou en construction, de manière à augmenter les possibilités de hâter la fermeture des réacteurs les moins sûrs (voir points 1.2 et 1.3).

Cet amendement rend caduc l'amendement 29 voté le 15.12.1993.

(Amendement de compromis n° 55)

*Annexe au projet de décision 92/DEF/Euratom**Partie A, section II, point 1.3, avant le premier alinéa nouvel alinéa*

Dans les négociations relatives à tout projet portant sur le financement de la mise à niveau de centrales nucléaires en service ou en construction, la Commission se référera à une programmation énergétique globale qui intègre les économies d'énergie ainsi que l'instauration graduelle d'un véritable prix de l'énergie. En particulier, pour tout projet de financement portant sur la mise à niveau des centrales en construction, la Commission veillera à négocier avec le pays concerné les possibilités de hâter la fermeture de réacteurs dont la sûreté est considérée comme insuffisante et dont la mise à niveau s'avère techniquement ou économiquement injustifiable. Par ailleurs, la Commission continuera à soutenir et à encourager l'efficacité, la compétence et l'indépendance des autorités nationales de sûreté.

Cet amendement rend caduc l'amendement 31 voté le 15.12.1993.

(Amendement de compromis n° 56)

*Annexe au projet de décision 92/DEF/Euratom**Partie A, section II, point 1.3, cinquième alinéa bis (nouveau)*

Nonobstant le fait que l'exportation d'électricité par les installations financées vers l'Union européenne et l'AELE pourra être jugée nécessaire, la Commission veillera à ce que les prêts octroyés ne visent pas à promouvoir une stratégie d'exportation d'électricité d'origine nucléaire, vers les pays de l'Union européenne et de l'AELE, fondée sur l'exploitation prolongée des centrales nucléaires moins sûres.

Cet amendement rend caduc l'amendement 32 voté le 15.12.1993.

Jeudi, 20 janvier 1994

Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de décision du Conseil modifiant la décision 77/270/EURATOM en vue d'habiliter la Commission à contracter des emprunts EURATOM pour contribuer au financement de l'amélioration du degré d'efficacité et de sûreté du parc nucléaire de certains pays tiers (COM(92)0467 — C3-0032/93)

(Procédure de consultation)

Le Parlement européen,

- vu la proposition de la Commission au Conseil (COM(92)0467) ⁽¹⁾,
 - consulté par le Conseil, conformément aux articles 1, 2, 172 et 203 du Traité CEEA (C3-0032/93),
 - vu le rapport de la commission de l'énergie, de la recherche et de la technologie et les avis de la commission des budgets ainsi que de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la protection des consommateurs (A3-0401/93);
1. approuve, sous réserve des modifications qu'il y a apportées, la proposition de la Commission;
 2. invite la Commission à modifier en conséquence sa proposition, conformément à l'article 119, deuxième alinéa du Traité CEEA;
 3. invite le Conseil, au cas où il entendrait s'écarter du texte approuvé par le Parlement, à en informer celui-ci;
 4. demande l'ouverture de la procédure de concertation au cas où le Conseil entendrait s'écarter du texte approuvé par le Parlement;
 5. demande à être de nouveau consulté au cas où le Conseil entendrait apporter des modifications substantielles à la proposition de la Commission;
 6. charge son Président de transmettre le présent avis au Conseil et à la Commission.

⁽¹⁾ JO n° C 22 du 26.1.1993, p.11.

8. Résultats du sommet de l'OTAN

B3-0145, 0146 et 0147/94

Résolution sur l'OTAN

Le Parlement européen,

- se référant au communiqué du Sommet de l'OTAN des 10 et 11 janvier 1994,
 - vu l'article J du Traité UE établissant une politique extérieure et de sécurité commune,
 - vu sa résolution du 16 décembre 1993 sur le Sommet de l'OTAN ⁽¹⁾,
- A. reconnaissant la nécessité pour les États membres de l'Union européenne de continuer à jouer leur rôle au sein de l'Alliance atlantique et de l'UEO pour garantir le principe de la sécurité collective, et se réjouissant, dès lors, de l'accent mis sur une «coopération étroite et croissante entre l'OTAN et l'UEO»,
- B. considérant que les États-Unis sont disposés à masser d'importantes troupes en Europe,

⁽¹⁾ PV de cette date, partie II, point 5.

Jeudi, 20 janvier 1994

- C. rappelant que toutes les Institutions de l'Union ont souligné que de nouvelles initiatives doivent être prises par l'Union et d'autres organisations internationales afin de garantir une paix durable et une stabilité dans l'ensemble de l'Europe,
 - D. conscient du sentiment d'insécurité qui, à des degrés divers, envahit l'Europe centrale et orientale,
 - E. rappelant que le Conseil européen a, dans sa dernière réunion des 10 et 11 décembre 1993, lancé l'initiative d'un Pacte de Stabilité en Europe afin de contribuer à la stabilité, en évitant les tensions et les conflits potentiels, en entretenant des relations de bon voisinage et en encourageant les pays à consolider leurs frontières et à résoudre les problèmes des minorités nationales,
 - F. croyant qu'il est de l'intérêt de tous les États européens et occidentaux d'aider ceux qui, en Russie, se vouent à la démocratie et à la réforme, mais soulignant que la Russie n'a pas un droit de regard sur la sécurité en Europe centrale et orientale,
 - G. reconnaissant les décisions prises à la réunion du Conseil de l'OTAN pour un renouvellement de la politique de l'OTAN pour une paix durable, la stabilité et le bien-être dans l'ensemble de l'Europe, débouchant sur le lancement de l'initiative pour un partenariat pour la Paix dans lequel de nouveaux partenaires sont invités à coopérer aux activités politique et militaire de l'Alliance;
1. soutient tous les efforts de contribution à une paix durable, à la stabilité et au bien-être dans toute l'Europe et, dans ce cadre, au renforcement des structures économiques et politiques dans les pays d'Europe centrale et orientale par le moyen des accords européens;
 2. salue le «partenariat pour la paix» qui, avant tout, contribue à renforcer la sécurité des pays de l'Europe centrale et orientale qui y adhèrent et, par ailleurs, s'accorde parfaitement avec la Charte de Paris pour une nouvelle Europe et avec la qualité de membre de la CSCE;
 3. juge important que l'Alliance souhaite intensifier ses efforts pour lutter contre la prolifération d'armes de destruction massive et leurs vecteurs;
 4. juge également essentiel par ailleurs que l'Alliance continue à s'engager en faveur d'une prorogation illimitée et inconditionnelle du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, d'une mise en œuvre rapide de la Convention sur les armes chimiques, d'un Traité sur l'interdiction totale des essais nucléaires et d'une application correcte et intégrale du Traité sur les forces conventionnelles en Europe;
 5. demande d'être constamment informé, et quand cela est nécessaire consulté sur la contribution de l'Union à cette initiative d'un Partenariat pour la Paix, comme il entend être informé et consulté sur l'initiative de l'Union pour un pacte sur la stabilité en Europe;
 6. souligne que l'adhésion au partenariat pour la paix pourrait être, pour les pays qui ne sont pas membres de l'Alliance atlantique, un pas important sur la voie d'une adhésion à l'OTAN;
 7. se félicite du soutien apporté à la mise en place d'une identité européenne en matière de sécurité — et de défense — dans la perspective d'une politique européenne de défense et, éventuellement, d'une défense européenne, qui renforcerait le pilier européen de l'Alliance;
 8. soutient dès lors les décisions prises à la réunion du Conseil de l'OTAN des 10 et 11 janvier 1994 pour le lancement de l'initiative d'un Partenariat pour la Paix dans le but d'une intégration plus complète des pays de l'Europe centrale et orientale dans les structures politiques et démocratiques de l'Europe;
 9. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil, aux gouvernements des États membres de la CSCE, au Secrétaire général de l'OTAN et au Secrétaire général de l'UEO.
-

Jeudi, 20 janvier 1994

9. Changement de base juridique de propositions pendantes devant le Conseil

A3-0013/94

Résolution sur l'application du Traité sur l'Union européenne aux propositions pendantes devant le Conseil au 31 octobre 1993 pour lesquelles son entrée en vigueur entraîne un changement de base juridique et/ou de procédure (COM(93)0570 — C3-0369/93)

Le Parlement européen,

- vu le traité instituant la Communauté européenne,
 - vu le Traité sur l'Union européenne,
 - vu le document de la Commission du 10 novembre 1993 contenant un relevé des propositions pendantes devant le Conseil au 31 octobre 1993 pour lesquelles l'entrée en vigueur du Traité sur l'Union européenne entraîne un changement de base juridique et/ou de procédure (COM(93)0570 — C3-0369/93),
 - saisi par lettre du 15 novembre 1993 du Président de la Commission au Président du Parlement européen,
 - vu le rapport de la commission juridique et des droits des citoyens ainsi que les avis des commissions parlementaires concernées, à savoir la commission des affaires sociales, de l'emploi et du milieu de travail, de la commission des relations économiques extérieures, de la commission de l'énergie, de la recherche et de la technologie, de la commission des budgets, de la commission de la politique régionale, de l'aménagement du territoire et des relations avec les pouvoirs régionaux et locaux, de la commission de la culture, de la jeunesse, de l'éducation et des médias, de la commission institutionnelle, de la commission du contrôle budgétaire et de la commission du développement et de la coopération (A3-0013/94),
- A. considérant qu'avec l'entrée en vigueur du Traité sur l'Union européenne les actes communautaires les plus significatifs seront arrêtés conjointement par le Parlement européen et le Conseil,
- B. considérant qu'il est déterminé à accorder à son nouveau rôle de co-législateur la plus grande priorité dans l'organisation de ses travaux,
- C. considérant qu'en tant que co-législateur le Parlement a la volonté politique de travailler en étroite coopération avec le Conseil et la Commission dans l'exercice de leurs compétences respectives, mais qu'il veillera à faire respecter scrupuleusement ses droits et prérogatives dans le processus normatif communautaire,
- D. estimant que le Traité sur l'Union européenne constitue une étape importante dans l'évolution de l'Union, mais qu'un prochain stade est indispensable visant à lui accorder la place qui est celle de tout parlement élu, à savoir sa vocation à détenir le pouvoir législatif de l'Union,
- E. réitérant son souhait de mettre en œuvre le Traité sur l'Union dans les meilleures conditions possibles, en particulier dans les cas où la procédure de codécision ou d'avis conforme s'applique;
1. se félicite de l'initiative de la Commission et de la manière constructive dont elle a fait preuve en faisant débiter à partir du 1^{er} novembre 1993 les procédures de codécision, conformément à l'article 189 B, paragraphe 2 du Traité CE;
2. marque son accord avec la plus grande partie des modifications de base juridique et/ou de procédure apportées par la Commission dans le document susmentionné, ainsi qu'il ressort de l'annexe à cette résolution, sous réserve cependant de l'application ultérieure de l'article 53, paragraphe 4 ou 5 de son règlement à certaines propositions législatives ou accords internationaux déterminés.

Jeudi, 20 janvier 1994

3. dans le domaine des accords internationaux, souligne qu'en tant qu'autorité budgétaire, il lui appartiendra d'apprécier si un accord déterminé a des «implications budgétaires notables», au sens de l'article 228, paragraphe 3, deuxième alinéa du Traité CE et si, par conséquent, la procédure d'avis conforme s'applique; à cet égard, se réfère à l'avis précité de la commission des budgets, selon lequel cette expression devrait être interprétée comme visant tous les actes qui conduisent à des dépenses opérationnelles (et non à des simples dépenses administratives); dans ce contexte, se réfère en outre, à l'avis de la commission des relations économiques extérieures, en particulier lorsque celle-ci considère qu'en règle générale, à partir du moment que la conclusion d'un accord extérieur prévoit la mise en place d'organes de coopération, ainsi que d'un programme de coopération économique et commercial aux retombées budgétaires dépassant les simples dépenses administratives, l'application de l'article 228, paragraphes 2 et 3, deuxième alinéa est de mise (accords Brésil/Pacte Andin/Amérique centrale);

4. considère, en ce qui concerne l'acte final de l'Uruguay Round du GATT, que le Parlement européen doit être saisi par le Conseil sur la base de l'article 228, paragraphe 3, deuxième alinéa du Traité sur l'Union européenne (procédure de l'avis conforme);

5. dans le domaine social, attend avec intérêt le choix de la Commission, à savoir le maintien des propositions actuelles ou leur remplacement dans le cadre du protocole social, et, tout en réservant sa position ultérieure:

- marque déjà sa préférence pour que, dans la mesure de possible, la procédure de codécision soit utilisée,
- estime que la Commission doit utiliser le protocole social si cela s'avère nécessaire pour faire avancer la politique sociale communautaire,
- considère que toutes les propositions législatives, basées sur l'article 118 A CE, concernant la santé et le travail, doivent être maintenues avec ladite base juridique;

6. constate que dans la liste susmentionnée, la Commission a omis d'inclure les propositions législatives suivantes:

- proposition modifiée de directive du Conseil en matière de publicité en faveur des produits du tabac (COM(91)0111) ⁽¹⁾,
- proposition de directive du Conseil relative au détachement des travailleurs effectué dans le cadre d'une prestation de services (COM(91)0230) ⁽²⁾,
- proposition législative concernant la création d'un comité de valeurs mobilières (en effet, le Conseil avait soumis au Parlement un texte de «position commune», sans que le Parlement ait été saisi en première lecture; par la suite le Conseil a rectifié sa position et a reconnu que le Parlement était en droit de se prononcer sur ce texte en première lecture),
- proposition modifiée de décision du Conseil concernant une décision relative à une procédure de consultation et d'autorisation d'accord sur les relations commerciales avec les pays tiers dans le domaine du transport aérien (COM(92)0434) ⁽³⁾,

et demande à la Commission de lui transmettre ces propositions législatives dans les meilleurs délais»;

7. demande à la Commission de le saisir de nouvelles propositions législatives modifiées, tenant compte des travaux déjà entrepris en son sein et des engagements politiques pris en temps opportun par les commissaires responsables sur:

- a) une treizième directive en matière de droits de sociétés concernant les offres publiques d'achat ou d'échanges (COM(88)0823, COM(90)0416) ⁽⁴⁾,
- b) une directive sur la responsabilité des prestataires de services (COM(90)0482) ⁽⁵⁾;

8. se réfère à sa résolution du 17 novembre 1993 ⁽⁶⁾ sur la proposition de décision du Conseil concernant la discipline budgétaire et rappelle qu'il a amendé la proposition de la Commission complétant à la base juridique par les articles 126, 127, 130 D, 130 I et 203 du Traité CE;

⁽¹⁾ JO n° C 167 du 27.6.1991, p. 3.

⁽²⁾ JO n° C 225 du 30.8.1991, p. 6.

⁽³⁾ JO n° C 216 du 11.8.1993, p. 15.

⁽⁴⁾ JO n° C 64 du 14.3.1989, p. 8 et JO n° C 240 du 26.9.1990, p. 7.

⁽⁵⁾ JO n° C 12 du 18.1.1991, p. 8.

⁽⁶⁾ PV de cette date, partie II, point 2 a).

Jeudi, 20 janvier 1994

9. demande à la Commission d'accepter de modifier ses bases juridiques conformément aux souhaits exprimés par le Parlement européen;
10. demande à être reconsulté sur les propositions au sujet desquelles les procédures de consultation ou de coopération ont été remplacées par la procédure d'avis conforme;
11. charge son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de sa commission à la Commission et au Conseil.

10. Pluralisme et concentration des médias

A3-0435/93

Résolution sur le Livre Vert de la Commission «Pluralisme et concentration des médias dans le marché intérieur»

Le Parlement européen,

- vu le Livre Vert de la Commission «Pluralisme et concentration des médias dans le marché intérieur (COM(92)0480 — C3-0035/93),
 - vu l'article 51 de son règlement,
 - vu le rapport de sa commission de la culture, de la jeunesse, de l'éducation et des médias et les avis de la commission juridique et des droits des citoyens et de la commission économique, monétaire et de la politique industrielle et (A3-0435/93),
- A. rappelant ses résolutions du 15 février 1990 ⁽¹⁾ sur la concentration dans le secteur des médias et 16 septembre 1992 ⁽²⁾ sur la concentration des médias et le pluralisme des opinions, dans lesquelles il signalait le danger que constitue la concentration des médias pour la diversité et le pluralisme et considérait que les instruments juridiques nationaux dans le secteur des médias ne suffisaient plus à assurer la diversité et le pluralisme en Europe,
 - B. se félicitant que la Commission, en présentant le Livre vert «Pluralisme et concentration des médias dans le marché intérieur», ait abordé ce problème et engagé, préalablement à une action communautaire, une large consultation avec les parties intéressées,
 - C. considérant que la concentration et l'imbrication des médias dans la Communauté augmentent et qu'une fois établis, des liens qui nuisent au pluralisme des opinions peuvent difficilement être remis en question,
 - D. convaincu qu'il importe, pour ces raisons, de créer sans tarder les conditions juridiques qui permettront à la Communauté, si nécessaire, de prendre des mesures pour limiter la concentration médiatique de dimension européenne quand elle menace la diversité d'opinion et le pluralisme,
 - E. soulignant qu'une harmonisation des restrictions juridiques nationales dans le secteur des médias est indispensable pour éviter, d'une part, que ces dispositions ne soient tournées et, d'autre part, pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur et renforcer, en même temps, la compétitivité des médias européens,
 - F. considérant que la radiodiffusion de droit public apporte une contribution essentielle à la promotion de la diversité d'opinion, au pluralisme et à l'éducation générale et qu'elle est soumise à des conditions de marché différentes de celles de la radiodiffusion commerciale,
 - G. considérant que la part de marché de la radiodiffusion publique, non commerciale, régresse fortement, dans de nombreux États membres, depuis l'apparition des radios commerciales,

⁽¹⁾ JO n° C 68 du 19.3.1990, p. 137.

⁽²⁾ JO n° C 284 du 2.11.1992, p. 44.

Jeudi, 20 janvier 1994

- H. considérant que la transition vers les «multimédias» est rapide, en raison des nouveaux acquis technologiques, et que ses retombées dans le domaine des mass médias devraient être prises en compte dans une directive appropriée,
- I. considérant que la Communauté devrait adhérer à la Convention européenne des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales et, ce faisant, s'engager en particulier à préserver la liberté d'expression et son corollaire, le pluralisme, et à contribuer au développement de ce droit, y compris dans ses relations avec les pays avec lesquels elle a conclu des accords, notamment d'association,
- J. constatant les dimensions gigantesques du marché mondial des médias (télévision, radio, presse écrite), et considérant qu'actuellement, la Communauté en détient une part importante et que ce secteur est potentiellement créateur d'emplois pour l'avenir,
- K. considérant que le marché intérieur peut procurer au secteur des médias un surcroît de bénéfices, y relancer l'emploi et y promouvoir le pluralisme culturel, ce qui stimulera les investissements des entreprises de médias, augmentera, dans ce secteur, le nombre de postes de formation et y soutiendra la recherche et le développement,
- L. rappelant que toute législation sur la concentration médiatique doit prendre en compte sa dimension non seulement économique, mais également culturelle et que pour renforcer la compétitivité globale des médias européens, il faut en même temps renforcer le pluralisme économique et culturel dans ce secteur en Europe,
- M. conscient que le contrôle d'une part d'audience importante, dans une région donnée, par un seul individu ou une seule société met en danger le pluralisme, la diversité culturelle et la qualité des médias dont il réduit l'autonomie et l'indépendance,
- N. considérant que dans le secteur de la communication, le pluralisme est un élément-clé de l'édification de l'Union européenne dans le sens de la démocratie et du respect des droits de l'homme, principes consacrés à l'article F du Traité sur l'Union européenne,
- O. considérant que la disparité des législations nationales dans le domaine du pluralisme et de la concentration risque de nuire au fonctionnement du marché intérieur, notamment dans le domaine de la circulation des services et de la liberté d'établissement;
1. invite la Commission à présenter, en consultation avec les parties intéressées et conformément à l'«Option 3 c» prévue au Livre Vert (directive ou règlement avec création d'un comité indépendant), une proposition de directive visant, d'une part, à harmoniser les restrictions nationales à la concentration des médias et, d'autre part, à permettre à la Communauté d'intervenir en cas de concentration néfaste au pluralisme à l'échelle européenne; à ce titre, les critères suivants devront être observés:
- a) l'intervention devrait s'étendre à l'ensemble du secteur des médias, c'est-à-dire la presse et les médias audiovisuels; c'est la seule manière d'évaluer précisément les niveaux de concentration multimédias (cross-ownership) et, le cas échéant, de les limiter,
 - b) l'intervention ne saurait s'orienter seulement en fonction des données formelles en matière de propriété; il faut aussi pouvoir déterminer si d'autres éléments sont à l'origine d'une «influence dominante» (par exemple dans le cas des «sleeping partners», de relations de parenté, dans le cas d'une dépendance à l'égard d'un fournisseur de programmes ou d'un client publicitaire),
 - c) certains groupes/entreprises doivent être exclus d'un engagement dans certains secteurs des médias (disqualified persons); c'est ainsi que les agences de publicités ne devraient pas pouvoir exploiter des journaux, radios ou télévisions et inversement,
 - d) les centrales d'achat d'espaces publicitaires doivent elles aussi être soumises à des dispositions nationales et communautaires strictes en matière de concurrence, afin qu'elles ne puissent influencer ni directement ni indirectement sur les lignes éditoriales des différents médias; l'offre conjointe de publicités et de programmes (troc) doit être soumise à des limitations,
 - e) les liens existant entre programmeurs, y compris les détenteurs de droits de programmes et les producteurs, d'une part, et, d'autre part, les sociétés de radiodiffusion, devront être soumis à la stricte application du droit de la concurrence,

Jeudi, 20 janvier 1994

- f) le principe cardinal est celui de la transparence absolue des rapports de propriété; les exploitants de radio et de télévision doivent avoir l'obligation de rendre publics tous les rapports de propriété et de gestion fiduciaire et toutes les données économiques pertinentes (comme dans le droit des ententes); toute modification de ces rapports de propriété doit être signalée; les experts indépendants, investis par les autorités de surveillance et tenus au secret, doivent, à leur demande, pouvoir consulter les dossiers pertinents, y compris fiscaux; tout refus de fournir ces informations en invoquant le secret commercial doit être rendu impossible,
- g) si des dispositions juridiques nationales efficaces garantissent, dans une société de radiodiffusion, une structure indépendante et pluraliste, et si cette société n'est pas orientée vers la recherche du profit, elle n'est pas soumise aux dispositions de la directive qui ne concernent pas la transparence,
- h) une intervention de la Communauté doit laisser aux États membres une marge de manœuvre suffisante pour faire face aux exigences particulières de la scène médiatique nationale; cela s'applique en particulier à la structure d'organisation des médias, aux obligations en matière de programmes et aux mesures positives, par exemple pour promouvoir les radios non commerciales et les journaux indépendants,
- i) il doit être possible, y compris au niveau des États membres, de réagir à toute nouvelle menace imprévue et imprévisible pour le pluralisme des opinions, par exemple lorsque des sociétés de téléphone, proposent des programmes radio,
- j) le comité indépendant ou le Conseil européen des médias n'aura qu'un rôle consultatif; il assumera, avec le soutien des institutions nationales compétentes dans le secteur des médias, les tâches et compétences suivantes:
- observation du paysage médiatique européen et international ainsi que l'évolution technico-économique et social de ce secteur; présentation, tous les deux ans, d'un rapport sur les médias,
 - assurer la transparence totale des interdépendances d'entreprises (divulgaration de toutes les participations privées et publiques),
 - transmission d'expertises et d'avis à la Commission européenne sur les ententes envisagées entre entreprises au plan communautaire et européen,
 - propositions à la Commission pour d'éventuelles mesures de déconcentration;
2. estime que le nombre relatif d'utilisateurs (audience) atteint par un propriétaire donné de médias (contrôleur) peut constituer un critère supplémentaire d'évaluation du degré de concentration dans les médias;
3. estime que la qualité et la diversité de ce secteur (par exemple, comment ce secteur industriel se développe-t-il, quelle qualité d'information recherche-t-il) sont au coeur même de la démocratie;
4. espère que l'harmonisation des restrictions nationales à la concentration dans les médias permettra un degré élevé de protection du pluralisme et facilitera en même temps l'accès au marché de nouvelles entreprises de médias;
5. invite la Communauté et les États membres à préconiser que la directive communautaire soit prolongée par une convention complémentaire du Conseil de l'Europe afin de mieux répondre à la dimension paneuropéenne du phénomène de la concentration médiatique;
6. engage à nouveau la Commission à présenter des propositions concernant le catalogue de mesures contenues dans la résolution précitée du 16 septembre 1992 et à proposer un programme d'action pour promouvoir le pluralisme dans les médias; ce programme d'action devrait notamment comporter:
- une proposition de directive relative au droit d'accès aux informations détenues par les autorités communautaires et nationales inspirée du Freedom of Information Act (États-Unis),
 - un code de conduite des médias en Europe, destiné à préserver l'éthique professionnelle; ce code serait élaboré, de préférence, par les parties concernées,
 - une directive-cadre sur la garantie de l'indépendance de l'information et des journalistes pour tous les médias;
7. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission et au Conseil.

Jeudi, 20 janvier 1994

11. Participation du Parlement aux accords dans les domaines de la justice et des affaires intérieures

A3-0436/93

Résolution sur la participation du Parlement européen dans le cadre des accords internationaux conclus par les États membres et par l'Union en matière de coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures

Le Parlement européen,

- vu le Traité sur l'Union européenne signé à Maastricht le 7 février 1992 et entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993, et en particulier son titre VI,
 - vu la Convention sur la détermination de l'État responsable de l'examen d'une demande d'asile présentée dans l'un des États membres des Communautés européennes, dite «Convention de Dublin sur le droit d'asile»,
 - vu le projet de convention sur le franchissement des frontières extérieures de la Communauté européenne,
 - vu la Convention d'application de l'accord conclu entre les gouvernements des États de l'Union économique Bénélux, de la République fédérale d'Allemagne et de la République française, relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, dite «Convention d'application de l'accord de Schengen»,
 - vu sa résolution du 15 juillet 1993 sur la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures conformément au Traité sur l'Union européenne (titre VI et autres dispositions) ⁽¹⁾,
 - vu le règlement du Parlement européen entré en vigueur le 1^{er} novembre 1993 (en particulier le chapitre XVI — articles 93 et 94),
 - vu la proposition de résolution de MM. Malangré et Jarzembowski sur la sécurité intérieure dans la Communauté (B3-0996/93),
 - vu l'article 148 de son règlement,
 - vu le rapport de la commission des libertés publiques et des affaires intérieures (A3-0436/93),
- A. considérant que la coopération entre les États membres dans les domaines de la justice et des affaires intérieures constitue l'un des objectifs fondamentaux de l'Union européenne et touche directement les droits et les devoirs des citoyens de l'Union et que, dès lors, le Parlement européen doit prendre part activement à l'élaboration et à l'application des accords internationaux,
- B. considérant que cet objectif fondamental doit s'inscrire dans le cadre de la liberté de circulation des personnes et de la citoyenneté de l'Union, instaurées par le traité,
- C. considérant, avec préoccupation, que la coopération des États membres dans le domaine de la police se déroule, faute d'être prévue par les traités, dans le cadre des réunions tenues régulièrement par les ministres compétents et les groupes de travail qui aboutissent à des «mesures communes», des «résolutions» et des «déclarations», et que sont ainsi exclus non seulement les institutions de l'Union, mais également les parlements et les tribunaux des États membres,
- D. considérant que cette coopération, qui revêtait naguère un caractère presque exclusivement intergouvernemental, doit être incorporée à moyen terme dans le système d'intégration de la Communauté européenne et qu'à cet effet, il convient de trouver d'ores et déjà une solution provisoire entre les institutions de l'Union européenne de façon à permettre au Parlement européen de participer activement à l'élaboration et à l'application des accords internationaux,

⁽¹⁾ JO n° C 255 du 20.9.1993, p. 168.

Jeudi, 20 janvier 1994

- E. considérant que les pays candidats à l'adhésion doivent également souscrire aux principes définis ci-dessus et que, par conséquent, l'Union européenne doit inscrire ces objectifs au nombre des questions faisant l'objet des négociations d'adhésion,
- F. considérant qu'au niveau des conférences et des consultations internationales, comme par exemple dans le cadre du Conseil de l'Europe et avec les États d'Europe orientale ou d'Amérique du nord, des accords sont conclus dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, qui devraient faire l'objet d'une information et d'une participation active du Parlement européen, de même que des parlements des États membres,
- G. considérant que les accords internationaux conclus entre certains États membres seulement, comme la Convention d'application de l'accord de Schengen, régissent également de fait la coopération dans les domaines de la justice et des affaires intérieures au sein de l'Union européenne et touchent les droits et les devoirs des citoyens de l'Union et que, partant, une participation active du Parlement européen s'avère aussi indispensable dans ce contexte,
- H. considérant que, dès à présent, les textes imposant aux États membres la coopération dans le domaine du droit d'asile (par exemple concernant les demandes non fondées) sont interprétés, au niveau national, comme des engagements internationaux et qu'il en découle qu'il n'est plus possible de les distinguer d'accords internationaux, sauf en ce qui concerne leur forme,
- I. considérant que les positions communes visées à l'article K.3, dans la mesure où elles concernent la réglementation, et les accords constituent les aspects essentiels des activités dans les domaines mentionnés au titre VI du Traité sur l'Union européenne et que, la présidence veillant à ce que les avis du Parlement européen soient dûment pris en considération, cette consultation doit avoir lieu au préalable,
- J. considérant qu'il pourrait être judicieux de distinguer clairement trois catégories de procédures, à savoir les procédures prévues par le traité instituant la Communauté européenne, les procédures prévues par le titre VI du Traité sur l'Union européenne et les procédures prévues pour les accords internationaux ordinaires conclus entre les douze États membres en dehors du champ d'application de l'Union;
1. invite le Conseil et la Commission à entamer sans délai avec le Parlement des négociations pour la conclusion d'un accord interinstitutionnel relatif à la participation de ce dernier dans le cadre des accords internationaux visés au titre VI du Traité sur l'Union;
 2. a la ferme conviction que cet accord interinstitutionnel devrait absolument comporter au moins les dispositions suivantes:
 - a) le Parlement doit être informé immédiatement de l'initiative d'un ou de plusieurs États membres, du Conseil ou de la Commission tendant à la conclusion d'un nouvel accord; il doit avoir la possibilité d'exprimer son avis avant que le Conseil ne statue; le Parlement doit également être associé aux délibérations ainsi qu'à la décision quant à la question de savoir si celui-ci est souhaitable, et, dans l'affirmative, s'il ne serait pas plus opportun de recourir à l'article 100 C du Traité CE en relation avec l'article K 9 du traité UE;
 - b) le Parlement est pleinement associé, sur le fond, aux délibérations entre les États membres, le Conseil et la Commission quant au contenu de l'accord en question; à cet effet, une étroite collaboration est établie entre le Comité de coordination visé à l'article K 4 du Traité sur l'Union européenne et la commission compétente du Parlement;
 - c) l'approbation du Parlement est un préalable à l'entrée en vigueur de l'accord en question; il y a lieu de prévoir cette condition dans l'accord, ainsi que la compétence de la Cour de justice pour interpréter les dispositions de l'accord, conformément à l'article K 3, paragraphe 2, dernier alinéa;
 - d) le Parlement ou, le cas échéant, sa commission compétente, est informé(e) régulièrement et à sa demande de l'état d'application de l'accord en question et associé(e) à une éventuelle modification de celui-ci, notamment sur sa propre proposition;
 - e) les principes définis ci-dessus s'étendent aux conventions d'application des accords;
 - f) les principes définis ci-dessus s'étendent aux accords devant être conclus avec des pays tiers;

Jeudi, 20 janvier 1994

3. invite le Conseil et la Commission à inscrire sans délai ces propositions relatives à un accord interinstitutionnel au nombre des questions faisant l'objet des négociations d'adhésion et à informer le Parlement de la position des pays candidats à leur sujet;
4. invite les États membres à faire savoir officiellement au Parlement s'ils sont disposés à accorder leur soutien et à intervenir activement pour que soit reconnu au Parlement européen le droit de prendre part également à l'élaboration et à l'application d'accords conclus à titre individuel par certains États membres, par exemple pour la Convention d'application de l'accord de Schengen et les accords conclus avec des pays tiers dans les domaines de la justice et des affaires intérieures et estime que, notamment et prioritairement, les accords de Schengen, la Convention de Dublin et les déclarations, résolutions, positions communes, etc. ayant trait aux réfugiés doivent être remplacés par les accords mentionnés au titre VI du Traité sur l'Union;
5. estime que le Parlement européen doit être également associé, selon une procédure spécifique, aux accords entre États membres dans les domaines de la justice et des affaires intérieures, qui ne sont pas conclus suivant la procédure prévue au titre VI du Traité sur l'Union;
6. souhaite que la présidence du Conseil lui transmette dans les six mois à venir un aperçu global de tous les accords et textes contraignants (internationaux), tels que les résolutions prises par les ministres concernés par l'immigration, etc., auxquels les États membres sont associés, ainsi qu'une prise de position quant à la nécessité de remplacer certains de ces accords ou textes par une réglementation reposant sur le traité instituant la Communauté européenne ou le titre VI du Traité sur l'Union européenne;
7. charge son Président de transmettre la présente résolution au Conseil, à la Commission, ainsi qu'aux gouvernements et aux parlements des États membres et des pays candidats à l'adhésion.

12. Franchises pour voyageurs en provenance de pays tiers *

A3-0005/94

Proposition de directive du Conseil modifiant les directives 69/169/CEE et 77/388/CEE et augmentant le niveau des franchises pour les voyageurs en provenance de pays tiers et les limites pour les achats hors taxes effectués lors de voyages intracommunautaires (10286/93 — C3-0511/93)

Cette proposition est approuvée avec les modifications suivantes:

TEXTE
DU CONSEIL

MODIFICATIONS APPORTÉES PAR
LE PARLEMENT EUROPÉEN

(Amendement n° 1)

Septième considérant

considérant qu'il est nécessaire d'assurer, durant la période au cours de laquelle ces ventes sont autorisées en application de l'article 28 duodecies de la directive 77/388/CEE du Conseil, du 17 mai 1977, en matière d'harmonisation des législations des États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires — Système commun de taxe sur la valeur ajoutée: assiette uniforme, le maintien de la valeur réelle des marchandises susceptibles d'être vendues dans les comptoirs de vente hors taxes aux voyageurs empruntant des vols ou effectuant des traversées maritimes intracommunautaires,

Supprimé

Jeudi, 20 janvier 1994

TEXTE
DU CONSEILMODIFICATIONS APPORTÉES PAR
LE PARLEMENT EUROPÉEN

(Amendement n° 2)

Septième considérant bis (nouveau)

considérant que les franchises accordées aux voyageurs de pays tiers et aux voyageurs intracommunautaires s'élèvent actuellement toutes deux à 45 écus, mais que la proposition de la Commission introduit une modification qui favorise les voyageurs en provenance de l'extérieur de l'Union,

(Amendement n° 3)

ARTICLE 2

À l'article 28 duodecies, point 2, sous a) de la directive 77/388/CEE, le premier alinéa est remplacé par le texte suivant:

Supprimé

a) dont la valeur globale ne dépasse pas, par personne et par voyage, 90 écus.

Par dérogation à l'article 28 quaterdecies, les États membres déterminent la contre-valeur en monnaie nationale du montant exprimé ci-dessus, conformément à l'article 7, paragraphe 2 de la directive 69/169/CEE.

Résolution législative portant avis du Parlement européen sur la proposition de directive du Conseil modifiant les directives 69/169/CEE et 77/388/CEE et augmentant le niveau des franchises pour les voyageurs en provenance des pays tiers et les limites pour les achats hors taxes effectués lors de voyages intracommunautaires (10286/93 — C3-0511/93)

(Procédure de consultation)

Le Parlement européen,

- vu la première proposition de la Commission au Conseil (COM(84)0182) (1),
- vu la proposition du Conseil (10286/93),
- consulté par le Conseil conformément à l'article 99 du Traité CE (C3-0511/93),
- vu le rapport de la commission économique, monétaire et de la politique industrielle (A3-0005/94);

1. approuve, sous réserve des modifications qu'il y a apportées, la proposition du Conseil;
2. invite la Commission à modifier en conséquence sa proposition, conformément à l'article 189 A, paragraphe 2, du Traité CE;
3. demande à la Commission d'élaborer une proposition séparée sur les modifications à la sixième directive TVA;
4. demande à être de nouveau consulté au cas où le Conseil entendrait apporter des modifications substantielles ultérieures à la proposition de la Commission;
5. charge son Président de transmettre le présent avis au Conseil et à la Commission.

(1) JO n° C 102 du 14.4.1984, p. 10 et JO n° C 78 du 26.3.1985, p. 9.

Jeudi, 20 janvier 1994

13. Culture

A3-0386/93

Résolution sur la politique communautaire dans le domaine de la culture

Le Parlement européen,

- vu ses résolutions antérieures:
 - du 17 février 1989, sur la relance de l'action communautaire dans le secteur culturel ⁽¹⁾,
 - du 23 novembre 1990, sur les villes européennes de la culture ⁽²⁾,
 - du 10 septembre 1991, sur les relations culturelles entre la Communauté européenne et les pays d'Europe centrale et d'Europe de l'Est ⁽³⁾,
 - du 25 octobre 1991, sur la promotion du théâtre et de la musique ⁽⁴⁾,
 - du 11 mars 1992, sur la situation des artistes dans la Communauté européenne ⁽⁵⁾,
 - du 21 janvier 1993, sur la communication de la Commission concernant les nouvelles perspectives pour l'action de la Communauté dans le domaine culturel ⁽⁶⁾,
 - du 21 janvier 1993, sur la promotion du livre et le développement de la lecture en Europe ⁽⁷⁾,
 - du 12 février 1993, sur la conservation du patrimoine architectural et la sauvegarde des biens culturels ⁽⁸⁾,
- vu ses avis:
 - du 23 novembre 1990, sur la proposition de la Commission au Conseil relative à une décision concernant un programme d'action pour encourager le développement de l'industrie audiovisuelle européenne «MEDIA» (1991-1995) ⁽⁹⁾,
 - du 23 novembre 1990, sur la proposition de la Commission au Conseil relative à une décision concernant la mise en œuvre d'une action communautaire de formation professionnelle dans le domaine de l'audiovisuel ⁽¹⁰⁾,
 - du 9 juin 1992, sur la proposition de la Commission au Conseil concernant un règlement relatif à l'exportation de biens culturels ⁽¹¹⁾,
 - du 11 juin 1992, sur la proposition de la Commission au Conseil concernant une directive relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre ⁽¹²⁾,
 - du 10 février 1993, sur la position commune adoptée par le Conseil en vue de l'adoption d'une directive relative à la restitution de biens culturels ayant quitté illicitement le territoire d'un État membre ⁽¹³⁾,
- vu les propositions de résolution:
 - a) de M^{me} Van Hemeldonck, sur l'aide européenne à la création culturelle (B3-1352/92),
 - b) de M. Simeoni, sur les cultures populaires et le patrimoine vivant des peuples et régions de la Communauté (B3-1529/92),

⁽¹⁾ JO n° C 69 du 20.3.1989, p. 180.

⁽²⁾ JO n° C 324 du 24.12.1990, p. 350.

⁽³⁾ JO n° C 267 du 14.10.1991, p. 45.

⁽⁴⁾ JO n° C 305 du 25.11.1991, p. 518.

⁽⁵⁾ JO n° C 94 du 13.4.1992, p. 213.

⁽⁶⁾ JO n° C 42 du 15.2.1993, p. 173.

⁽⁷⁾ JO n° C 42 du 15.2.1993, p. 182.

⁽⁸⁾ JO n° C 72 du 15.3.1993, p. 160.

⁽⁹⁾ JO n° C 324 du 24.12.1990, p. 401.

⁽¹⁰⁾ JO n° C 324 du 24.12.1990, p. 414.

⁽¹¹⁾ JO n° C 176 du 13.7.1992, p. 31.

⁽¹²⁾ JO n° C 176 du 13.7.1992, p. 135.

⁽¹³⁾ JO n° C 72 du 15.3.1993, p. 72.

Jeudi, 20 janvier 1994

- c) de M. Barzanti et autres, sur la création d'une Charte européenne de l'écrivain (B3-1551/92),
 - d) de M. Barzanti et autres, sur la mise en œuvre d'un Fonds européen pour la création littéraire (B3-1552/92),
 - e) de M. Barzanti et autres, sur le soutien au Forum des écrivains européens (B3-1655/92),
- vu l'article 148 de son règlement,
- vu le rapport de la commission de la culture, de la jeunesse, de l'éducation et des médias et l'avis de la commission institutionnelle (A3-0386/93),
- A. considérant que la voie vers l'Union européenne passe par la manifestation et la promotion de l'identité culturelle européenne, qui est le résultat de l'interaction d'une civilisation et d'une pluralité de cultures nationales, régionales et locales,
 - B. considérant que le premier paragraphe de l'article 128 du Traité CE stipule que «la Communauté contribue à l'épanouissement des cultures des États membres dans le respect de leur diversité nationale et régionale, tout en mettant en évidence l'héritage culturel commun»,
 - C. considérant que la Communauté devra tenir compte des aspects culturels dans la mise en œuvre de ses différentes politiques ⁽¹⁾, vu que, sur la base de ses nouvelles compétences, il lui est désormais possible pour la première fois de donner des orientations en faveur de la culture aux politiques qu'elle mène sur d'autres terrains, notamment en matière de concurrence,
 - D. considérant que le dialogue culturel a un rôle déterminant à jouer pour promouvoir la connaissance mutuelle, la coopération et la paix, et qu'il est nécessaire dans ce sens que «la Communauté et ses États membres favorisent la coopération avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes dans le domaine de la culture» ⁽²⁾,
 - E. considérant que la culture constitue un excellent moyen de promouvoir le développement de la tolérance mutuelle,
 - F. considérant que la garantie du droit à la liberté culturelle exige que la Communauté européenne adhère à la Convention européenne des droits de l'homme et qu'elle développe sur cette base des politiques visant à garantir aux citoyens les droits qui y sont formulés,
 - G. considérant que les crédits budgétaires destinés par la Communauté au secteur culturel pour 1994 apparaissent manifestement insuffisants et susceptibles de ce fait de compromettre la réalisation des aspirations exprimées par le Traité de Maastricht,
 - H. considérant que l'action communautaire dans le secteur culturel, toute louable qu'elle soit, a privilégié essentiellement des secteurs tels que le patrimoine architectural, le livre et la lecture et l'audiovisuel,
 - I. considérant qu'il existe depuis des siècles dans les régions de la Communauté des expressions culturelles et artistiques populaires, en d'autres termes un patrimoine vivant (chants, musiques, contes et danses traditionnels, jeux et sports traditionnels, spectacles de rue, théâtre populaire, etc.) qui a été négligé par la Communauté dans le cadre de son action culturelle,
 - J. considérant que, dans la plupart des États membres, la situation économique et sociale des artistes et écrivains est loin d'être satisfaisante, non seulement en termes de rémunération mais également de fiscalité et de protection sociale (sécurité sociale, pension de retraite),
 - K. considérant que la position de l'Europe dans le monde est déterminée par l'importance et la force de ses valeurs culturelles, dont l'évaluation critique, le développement et la transmission doivent être assurés de manière continue;

⁽¹⁾ Article 128, paragraphe 4 du traité CE.

⁽²⁾ Article 128, paragraphe 3 du traité CE.

Jeudi, 20 janvier 1994

1. se félicite de la formulation de l'article 128 du Traité CE, article dans le cadre duquel l'application du principe de subsidiarité se révélera essentielle, comme la condition sine qua non de la mise en œuvre optimale d'une politique d'équité et de solidarité et d'une approche autre que bureaucratique dans un domaine qui exige des mesures d'incitation spécifiques;
2. invite le Conseil à tenir compte en tous points de la position défendue par le Parlement dans ce domaine, notamment lors de l'élaboration de ses recommandations, et à s'abstenir de prendre des décisions qui soient contraires aux orientations du Parlement;
3. demande à la Commission de s'interroger sur la nature des instruments juridiques qui fondent ses propositions, de tenir compte de la nécessité d'assurer une cohérence entre les divers instruments juridiques et de respecter les pouvoirs de codécision du Parlement dans tout ce qu'ils prévoient et impliquent;
4. invite les institutions à mettre en œuvre les principes de la subsidiarité et de la proportionnalité en gardant à l'esprit les objectifs du traité — plein épanouissement des cultures des États membres et valorisation de l'héritage culturel commun — et sous réserve de leur traduction précise dans les faits;
5. invite les institutions à prendre en compte, lors de la définition des politiques communes, le respect des différentes cultures des peuples européens, comme le leur dictent les dispositions du traité;
6. invite la Commission, en collaboration avec la commission de la culture, de la jeunesse, de l'éducation et des médias, à discuter de la procédure et/ou à mettre au point une approche permettant de contrôler la compatibilité des autres politiques de l'Union européenne avec les impératifs culturels, en faisant le cas échéant appel à des experts extérieurs et à des études dans ce domaine;
7. insiste sur l'importance essentielle que doit revêtir la liberté d'expression dans une politique culturelle communautaire;
8. incite la Commission à élaborer des études sur les aspects culturels inhérents aux différentes politiques communautaires et sur la coopération culturelle avec les pays tiers et les organisations internationales compétentes;
9. fait remarquer que les organisations sociales de citoyens doivent être appelées à jouer clairement un rôle responsable dans la politique culturelle de la Commission et demande à celle-ci de présenter des propositions en vue d'engager le dialogue avec ces organisations sur le plan de la politique culturelle;
10. souligne que les clauses culturelles insérées dans les accords d'association et de coopération avec des pays tiers doivent obéir à une stratégie cohérente qui permette leur mise en œuvre à part entière;
11. estime que la Communauté doit établir des relations privilégiées d'échange et de collaboration complémentaire, au niveau culturel, avec le Conseil de l'Europe, l'Unesco, et les organisations non gouvernementales spécialisées, tout en respectant pleinement l'identité et l'autonomie de chacun, et demande à la Commission de présenter dans l'année suivant l'adoption de la présente résolution une proposition concrète prévoyant une coopération pratique et efficace entre les différents partenaires;
12. déplore l'insuffisance des ressources financières affectées au secteur culturel et rappelle que le Conseil des ministres de la Culture réunis à Birmingham a marqué son accord pour que les actions culturelles soient en partie financées au moyen de crédits des Fonds structurels;
13. insiste sur le fait qu'une application scrupuleuse du principe de subsidiarité implique que le soutien financier d'activités culturelles doit aller de pair avec l'exercice par la Communauté de compétences en la matière, ce qui implique que celles-ci soient soumises à un contrôle parlementaire effectif;
14. approuve le recours au «sponsoring», dont les abus ne doivent toutefois pas être encouragés, lequel a rempli, tout comme le mécénat, une fonction importante dans le domaine de la culture et doit être favorisé, sans que le contenu ou l'exercice de l'activité culturelle s'en trouvent indûment influencés;

Jeudi, 20 janvier 1994

15. incite la Commission à élaborer des propositions constructives en faveur de la musique, du théâtre, de la danse, des arts plastiques, de la littérature, de la recherche historique, du cinéma et de toutes les autres formes d'art et à soutenir les moyens de les mettre en œuvre de manière plus équilibrée que ce qu'elle a fait jusqu'ici, tout en respectant les priorités fixées par les nouvelles orientations pour l'action de la Communauté dans le domaine culturel (COM(92)0149);
16. invite la Commission à élaborer une étude sur les cultures populaires et le patrimoine vivant des peuples et des régions de la Communauté;
17. estime que la défense du patrimoine linguistique, la suppression de l'obstacle linguistique ainsi que la défense de langues européennes de moindre diffusion constituent les éléments essentiels de toute politique culturelle;
18. demande instamment à la Commission de préparer une Charte européenne des artistes (auteurs et interprètes) et écrivains, conformément aux indications contenues dans la résolution précitée du 11 mars 1992;
19. demande que soit élaborée par la Communauté une véritable politique culturelle communautaire renforçant les politiques nationales et régionales, incluant, pour commencer, un véritable statut des créateurs (auteurs et interprètes), qui reconnaisse leur rôle social et économique, assure la libre circulation des œuvres et des artistes et une libre concurrence entre les productions;
20. demande à la Commission de soutenir efficacement les actions et les organismes qui visent à favoriser le dialogue et la collaboration entre les écrivains de l'Union européenne et ceux d'Europe centrale et orientale;
21. engage la Commission à promouvoir des actions de caractère culturel en faveur des jeunes, notamment ceux qui habitent dans les régions périphériques et dans les zones rurales de la Communauté;
22. souligne la nécessité de rendre aux jeunes l'approche de l'enseignement et de la compréhension de notre patrimoine culturel aussi intéressante que possible et encourage par conséquent l'utilisation, dans la mesure du possible et de manière appropriée, des technologies modernes faisant appel à la lumière, au son, aux ordinateurs et autres médias électroniques;
23. observe en outre que des actions culturelles doivent être développées également en faveur des personnes âgées, comme par exemple la mise en œuvre d'un programme «Personnes âgées pour l'Europe», pour permettre à celles-ci d'apporter par leur expérience et le dialogue avec les jeunes une contribution essentielle à la culture en Europe;
24. insiste sur l'importance du rôle des «réseaux» culturels; attend avec intérêt les résultats de l'étude que la Commission est en train d'élaborer en la matière et demande instamment que les conclusions de celle-ci soient utilisées pour assurer une définition plus claire du concept de «réseaux» et de ce qu'il faut en attendre, et estime nécessaire que ces réseaux soient formés par des organisations sociales, de manière à permettre à celles-ci d'engager sur la base d'un rôle qui leur soit propre un dialogue à part entière avec la Commission et qu'ils bénéficient d'un soutien réel leur permettant de fonctionner;
25. marque son soutien aux efforts déployés dans le domaine de la traduction littéraire et de l'utilisation du papier permanent; rappelle l'importance que revêt la promotion du livre pour enfants et pour jeunes et engage la Commission à apporter une aide à la réalisation pratique de festivals littéraires et de forums d'écrivains;
26. exprime le souhait que la Commission présente des propositions dans le domaine des bibliothèques, en prenant en compte et en maintenant son soutien à la réalisation du volet «bibliothèque» du programme télématique s'inscrivant dans les troisième et quatrième programmes-cadres de R & D, qui visent notamment l'harmonisation des normes de catalogage, les modalités d'informatisation, l'interconnexion de systèmes, le recours systématique à la reproduction sur microfilms, la facilitation du système de prêts interbibliothécaires entre les grandes bibliothèques des États membres de la Communauté et la création de bibliothèques itinérantes, en particulier dans les zones rurales ou isolées;

Jeudi, 20 janvier 1994

27. observe que les archives historiques doivent bénéficier également d'une modernisation adéquate, de la publication d'inventaires actualisés et doivent s'ouvrir aux chercheurs confirmés, en réduisant le délai de réservation pour la consultation de documents;
28. recommande que soit abandonnée, dans le domaine du patrimoine, la vision limitative de l'octroi exclusif d'une aide aux projets-pilotes, que soit mise en œuvre une politique qui tienne compte des répercussions des autres politiques communautaires sur le patrimoine; recommande qu'il soit procédé à l'élaboration de règles de conduite culturelles européennes, que les enfants et les adolescents soient sensibilisés aux problèmes du patrimoine et que soit assurée la promotion de la coopération avec les pays d'outre-mer avec lesquels les États membres ont établi des liens historiques, et invite la Commission à tenir compte des recommandations de sa résolution précitée du 12 février 1993 dans l'élaboration de son programme d'action sur le patrimoine;
29. préconise dans le secteur des musées, l'organisation d'expositions itinérantes au niveau communautaire; incite à la mise en place d'un réseau informatique qui facilite l'accès aux informations de caractère culturel comme aux informations relatives aux vols et aux enchères et suggère que soit étudiée la possibilité d'instaurer une garantie au niveau communautaire qui permette de faciliter la réalisation de grandes expositions;
30. observe qu'une action communautaire dans les secteurs de la musique, du théâtre et de la danse doit stimuler les initiatives communes, les coproductions, les échanges, rencontres, ateliers par l'octroi d'une contribution financière aux projets qui associent des professionnels de différents pays, soutenir les tentatives expérimentales qui constituent le principal foyer de création de nouveaux modes d'expression, promouvoir la formation, encourager les œuvres pour enfants et adolescents et permettre aux arts moins connus, coûteux ou difficiles d'être accessibles au plus grand nombre;
31. rappelle que les études artistiques sous toutes leurs formes doivent être incluses dans les programmes communautaires d'éducation et notamment dans le programme ERASMUS et demande qu'une aide soit accordée aux initiatives visant à promouvoir la musique folklorique ainsi qu'une meilleure compréhension de la musique classique et contemporaine;
32. souhaite que l'on coordonne mieux et avec le souci du long terme les efforts déployés par la Communauté dans le secteur de l'audiovisuel, afin de pouvoir gagner les multiples paris à tenir dans ce secteur; se félicite de la décision de principe des ministres concernant l'orientation de la deuxième phase du programme MEDIA; souhaite que la Commission poursuive ses efforts dans la voie de la télévision à haute définition ainsi qu'en matière de promotion de la production audiovisuelle dans le format 16/9; attend de la Commission qu'elle ne proroge pas la dérogation accordée à l'United International Pictures Ltd ⁽¹⁾ et demande instamment que soient élaborées également des actions spécifiques visant à renforcer la mission culturelle des chaînes publiques en Europe;
33. estime que la promotion de l'identité européenne passe par la sauvegarde active des identités nationales, régionales et/ou locales; recommande les études comparatives, par exemple, d'histoire européenne, de littérature comparée, d'écoles et de courants artistiques à l'échelle de l'Europe, et demande que ces études soient encouragées et qu'un soutien soit accordé à leur réalisation;
34. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission, au Conseil ainsi qu'aux gouvernements des États membres.

⁽¹⁾ JO n° L 226 du 3.8.1989, p. 25.

Jeudi, 20 janvier 1994

14. Nouvelles technologies du charbon

A3-0438/93

Résolution sur les nouvelles technologies du charbon

Le Parlement européen,

- vu les propositions de résolution déposées
 - a) par MM. Bettini et Melis, sur l'utilisation du charbon non brûlé directement en centrale (B3-1066/92),
 - b) par MM. Adam et autres sur la garantie de la compétitivité du charbon européen (B3-1262/92),
 - vu l'article 45 de son règlement,
 - vu le rapport de la commission de l'énergie, de la recherche et de la technologie (A3-0438/93),
 - A. considérant que l'industrie du charbon traverse dans la Communauté une phase de récession imputable aux émissions de gaz à effet de serre provoquées par la combustion du poussier de charbon dans les chaudières (classiques) utilisant la technologie conventionnelle, à la compétitivité du charbon à basse teneur en soufre et à la modicité du prix du pétrole,
 - B. considérant que la crise de la production que connaît le marché intérieur communautaire semble difficile à résoudre même à brève échéance,
 - C. considérant que le marché du charbon européen est confronté à la fois à une baisse progressive de la production et à une augmentation tout aussi progressive des consommations,
 - D. considérant que, dans les États membres, 76 % du charbon consommé vont au chauffage,
 - E. considérant que le scénario énergétique européen des dix prochaines années réserve au charbon un rôle de premier plan,
 - F. considérant que la première ressource énergétique utilisée au sein de la Communauté est le pétrole (48,9 %), fourni principalement par le Moyen-Orient,
 - G. considérant que le continent européen ne dispose pas sur son territoire, sinon en quantités dérisoires, de ressources énergétiques dérivant du pétrole,
 - H. considérant qu'un climat d'instabilité politico-militaire règne en permanence dans les États du Moyen-Orient, qui compromet la régularité des approvisionnements en pétrole,
 - I. considérant qu'il est vital pour l'Europe de s'assurer un approvisionnement en énergie qui soit autonome,
 - J. considérant que les politiques de protection de l'environnement orienteront vers les «technologies propres» les investissements destinés aux nouvelles installations,
 - K. considérant qu'il est prévu de réserver, dans un avenir proche, des utilisations plus profitables au pétrole, grâce à des procédés chimico-physiques permettant une production plus sophistiquée et supérieure en qualité plutôt que de le gaspiller pour la combustion à des fins énergétiques qui peuvent être satisfaites par bien d'autres moyens,
 - L. considérant les utilisations non énergétiques du charbon: utilisation d'anhracite en tant que matière première d'électrodes pour les productions de l'aluminium par électrolyse, recarburisation de l'acier, production de graphite artificiel et bien d'autres possibilités;
1. appelle de ses vœux le développement des techniques de transformation du charbon de l'état solide à l'état liquide ou gazeux;
 2. demande que les techniques d'enrichissement du charbon soient mises en œuvre qui prévoient le développement de nouvelles techniques d'élimination des agents polluants (soufre et cendre) par traitements physiques, chimiques et biologiques (micro-organismes et enzymes);

Jeudi, 20 janvier 1994

3. demande que soit encouragé le procédé de l'hydrogénopyrolyse qui, combinant l'utilisation du charbon à des fins énergétiques et son exploitation pour la carbochimie, apparaît, à côté de la gazéification et de la liquéfaction, comme la troisième voie de conversion du charbon permettant une réduction importante de la pollution par le SO₂;
4. demande que soient encouragées et développées la recherche et la mise en œuvre d'utilisations non énergétiques du charbon produit dans la Communauté, ce qui permettrait de lui trouver de nouveaux débouchés à des prix intéressants;
5. demande que des procédés de combustion propre soient mis au point, offrant des rendements élevés et de hauts niveaux d'élimination des agents polluants (contrôle des températures en vue de la destruction des oxydes d'azote et addition de calcaire pour le captage du soufre);
6. demande que les engagements pris en matière de recherche et d'application concernant la postcombustion dans les installations conventionnelles soient maintenus;
7. demande que la gazéification soit encouragée pour l'utilisation des charbons «pauvres», qui gagneraient ainsi en compétitivité, étant donné que la gazéification est, parmi les technologies novatrices, celle qui a atteint le plus haut degré de maturité technologique et de fiabilité commerciale;
8. demande que soit poursuivie la phase d'expérimentation opérationnelle des installations de gazéification intégrée à cycles combinés, ce système étant jugé aussi efficace que respectueux de l'environnement;
9. demande que soit encouragée la production du gaz de synthèse qui devra favoriser la transition énergétique vers les énergies renouvelables;
10. demande que soit envisagé le développement des «fuels cells», c'est-à-dire des piles à combustible, qui peuvent être utilisées à court terme dans les installations de faible puissance qui prévoient la production combinée de chaleur et d'énergie;
11. juge indispensable d'assurer une coordination étroite entre les recherches et les projets de démonstration réalisés dans le cadre de la CECA, du programme Thermie et du programme relatif aux énergies non nucléaires et demande à la Commission de lui soumettre un rapport sur la concrétisation de cette coordination;
12. demande, dans la perspective de l'expiration prochaine du Traité CECA, que la Commission lui présente un autre rapport sur le transfert des activités de la CECA et le financement de la recherche et des projets de démonstration relevant jusqu'à présent de cette dernière, dans le cadre des programmes de la Communauté;
13. demande à la Commission que, jusqu'à l'intégration des activités de la CECA à celles de la Communauté, le financement de la recherche menée au titre de la CECA dans le secteur du charbon soit maintenu à son niveau actuel;
14. maintient sa demande à la Commission dans sa résolution du 11 mars 1992 ⁽¹⁾ afin qu'elle lui présente un programme, à long terme, de recherche, de développement et de démonstration pour le secteur du charbon, qui cadre avec les propositions exposées dans le présent rapport, et avec les prévisions budgétaires correspondantes;
15. charge son Président de transmettre la présente résolution à la Commission et au Conseil.

(¹) JO n° C 94 du 13.4.1992, p. 146.

Jeudi, 20 janvier 1994

LISTE DE PRÉSENCE**Séance du 20 janvier 1994**

Adam, Ainardi, Alber, von Alemann, Álvarez de Paz, Amendola, Anastassopoulos, Andrews, Antony, Apolinário, Arbeloa Muru, Archimbaud, Avgerinos, Balfe, Bandrés Molet, Banotti, Barata Moura, Barón Crespo, Barrera i Costa, Barton, Barzanti, Christopher J.P. Beazley, Peter Beazley, Beiróco, Bernard-Reymond, Bertens, Bethell, Bettini, Bettiza, Beumer, Bindi, Bird, Bjørnvig, Blak, Blaney, Blot, Bofill Abeilhe, Boissière, Bombard, Bonde, Bonetti, Bontempi, Borgo, Bourlanges, Bowe, Brand, Braun-Moser, de Brémond d'Ars, Breyer, Van den Brink, Brok, Bru Purón, Buchan, Buron, Cabezón Alonso, Cayet, Calvo Ortega, Canavarró, Cano Pinto, Carniti, Carvalho Cardoso, Casini, Cassanmagnago Cerretti, Cassidy, Catherwood, Caudron, Ceyrac, Chabert, Chanterrie, Cheysson, Christiansen, Cingari, Coates, Coelho, Coimbra Martins, Colajanni, Collins, Colom i Naval, Contu, Cooney, Coppo Gavazzi, Cornelissen, Cot, Cox, Cramon Daiber, Crampton, Cravinho, Crawley, Cunha Oliveira, Cushnahan, Dalsass, Daly, David, Debatisse, De Clercq, Defraigne, De Giovanni, De Gucht, Delcroix, Delorozoy, De Matteo, De Piccoli, Deprez, Desama, Desmond, Dido', Díez de Rivera Icaza, Van Dijk, Dillen, Dinguirard, Domingo Segarra, Donnelly, Duarte Cendán, Dührkop Dührkop, Dury, Elles, Elliott, Elmalan, Ernst de la Graete, Escudero, Ewing, Falconer, Fantuzzi, Fayot, Fernández-Albor, Ferrer, Fitzgerald, Florenz, Fontaine, Ford, Forte, Fourçans, Frémion, Friedrich, Frimat, Froment-Meurice, Funk, Gaibisso, Galle, Gallenzi, García, García Amigo, Gasòliba i Böhm, de Gaulle, Gawronski, Geraghty, Gil-Robles Gil-Delgado, Goedmakers, Görlach, González Álvarez, Graefe zu Baringdorf, Green, Gröner, Grund, Guermeur, Guidolin, Günther, Guillaume, Gutiérrez Díaz, Habsburg, Hadjigeorgiou, Haller von Hallerstein, Hänsch, Happart, Harrison, Heider, Herman, Hervé, Herzog, Hindley, Holzfuß, Hoon, Hoppenstedt, Hory, Howell, Hughes, Hume, Iacono, Imbeni, Inglewood, Iversen, Izquierdo Rojo, Caroline F. Jackson, Christopher M. Jackson, Janssen van Raay, Jarzembowski, Jepsen, Junker, Karellis, Kellett-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Klepsch, Heinz Fritz Köhler, Kofoed, Kuhn, Lacaze, Lafuente Lopez, Lagorio, Lalor, Lane, Langer, Langes, Lannoye, La Pergola, Larive, Laroni, Lataillade, Le Chevallier, Lemmer, Lenz, Linkohr, Llorca Vilaplana, Lomas, Lucas Pires, Lüttge, Lulling, Luster, McCartin, McCubbin, McGowan, McIntosh, McMahon, McMillan-Scott, Magnani Noya, Maher, Maibaum, Malangré, de la Malène, Marck, Marinho, David D. Martin, Simone M.M. Martin, Martinez, Mebrak-Zaïdi, Megahy, Megret, Melis, Mendes Bota, Mendez de Vigo, Menrad, Merz, Metten, Michelini, Miranda da Silva, Miranda de Lage, Mitolo, Moorhouse, Moretti, Morodo Leoncio, Mottola, Müller, Muntingh, Muscardini, Musso, Napoletano, Navarro, Neubauer, Newens, Newman, Newton Dunn, Nianias, Nicholson, Nielsen, Nordmann, Oddy, Onesta, Onur, Oostlander, Pack, Paisley, Papoutsis, Partsch, Patterson, Perreau de Pinninck Domenech, Pery, Pasmazoglou, Peter, Peters, Piecyk, Piermont, Pierros, Pimenta, Piquet, Ferruccio Pisoni, Nino Pisoni, Plumb, Poettering, Pollack, Pomés Ruiz, Pons Grau, Porrazzini, Posada González, Prag, Price, Pronk, Prout, Puerta, Van Putten, Quistorp, Raffarin, Raftopoulos, Raggio, Rauti, Rawlings, Regge, Reymann, Ribeiro, Robles Piquer, Rønn, Rogalla, Romera i Alcàzar, Rosmini, Roth, Roth-Behrendt, Rothe, Rothley, Ruiz-Giménez Aguilar, Saby, Sainjon, Sakellariou, Salisch, Sandbæk, Santos, Sanz Fernández, Sapena Granell, Saridakis, Sarlis, Schiedermeier, Schinzel, Schlechter, Schlee, Schleicher, Schmidbauer, Schodruch, Schönhuber, Seal, Seligman, Sierra Bardají, Simeoni, Simmonds, Simons, Anthony M.H. Simpson, Brian Simpson, Sisó Cruellas, Alex Smith, Llewellyn T. Smith, Sonneveld, Soulier, Speciale, Spencer, Speroni, Staes, Stavrou, Stevens, Stewart, Stewart-Clark, Suárez González, Taradash, Tazdaït, Telkämper, Terron i Cusi, Theato, Thyssen, Tindemans, Titley, Tomlinson, Tongue, Topmann, Torres Couto, Tsimas, Turner, Ukeiwé, Vandemeulebroucke, Van Hemeldonck, Vanlerenberghe, Van Outrive, Vayssade, Vázquez Fouz, Vecchi, Van Velzen, Verbeek, Verde i Aldea, Verhagen, Vertemati, Verwaerde, Vittinghoff, Vohrer, von der Vring, Van der Waal, Welsh, West, Wettig, White, Wijzenbeek, Wilson, von Wogau, Woltjer, Wynn, Zavvos.

Observateurs de l'ancienne République démocratique allemande

Botz, Kaufmann, Kertscher, Klein, Koch, Kosler, Krehl, Meisel, Richter, Romberg, Schröder, Stockmann, Thietz, Tillich.

Jeudi, 20 janvier 1994

ANNEXE

Résultats des votes par appel nominal

- (+) = pour
 (-) = contre
 (O) = abstention

1. RC Bosnie-Herzégovine

par. 1, h

(+)

ARC: Barrera i Costa, Blaney, Canavarro, Ewing, Simeoni, Vandemeulebroucke

LDR: von Alemann, André-Léonard, Bertens, Cayet, Cox, De Gucht, Clercq, Defraigne, Gasòliba i Böhm, de Gaulle, Holzfuss, Kofoed, Larive, Maher, Mendes Bota, Partsch, Raffarin, Ruiz-Giménez Aguilar, Vohrer, von Wechmar, Wijzenbeek

NI: Grund, van der Waal

PPE: Alber, Anastassopoulos, Beazley Christopher J.P., Beazley Peter, Bethell, Beumer, Bourlanges, Brand Hans-Jürgen, de Bremond d'Ars, Brok, Carvalho Cardoso, Chanterie, Coppo Gavazzi, Cornelissen, De Matteo, Deprez, Elles, Escudero, Fernández-Albor, Florenz, Forte, Fourçans, Gaibisso, García Amigo, Günther, Habsburg, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Jarzembowski, Kellett-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Lafuente López, Langes, Lenz, Llorca Vilaplana, Lulling, McCartin, Marck, Mendez de Vigo, Menrad, Moorhouse, Navarro, Newton Dunn, Oomen-Ruijten, Oostlander, Pack, Pisoni Ferruccio, Price, Pronk, Reding, Robles Piquer, Romera i Alcázar, Schiedermeier, Seligman, Simmonds, Sisó Cruellas, Sonneveld, Spencer, Stavrou, Theato, Thyssen, Tindemans, Verhagen

PSE: Arbeloa Muru, Dury, Goedmakers, Magnani Noya, Metten

RDE: Heider, Musso

V: Amendola, Bettini, Cramon Daiber, van Dijk, Dinguirard, Ernst de la Graete, Langer, Lannoye, Onesta, Tazdaït, Telkämper

(-)

CG: Ainardi, Barata Moura, Elmalan, Miranda da Silva

NI: Domingo Segarra, Gonzalez Alvarez, Gutiérrez Díaz, Puerta

PPE: Inglewood, McIntosh, Prag

PSE: Álvarez de Paz, Avgerinos, Balfé, Barón Crespo, Barton, Bird, Bofill Abeilhe, Bombard, Bru Purón, Buron, Cabezón Alonso, Cano Pinto, Cingari, Coates, Coimbra Martins, Colom i Naval, Crampton, da Cunha Oliveira, David, Delcroix, Díez de Rivera Icaza, Duarte Cendán, Dührkop Dührkop, Elliott, Falconer, Ford, Görlach, Harrison, Hervé, Hindley, Hughes, Izquierdo Rojo, Karellis, Kuhn, Maibaum, McGowan, Miranda de Lage, Newens, Oddy, Papoutsis, Pollack, Pons Grau, Porrazzini, Raftopoulos, Read, Rosmini, Sakellariou, Sanz Fernández, Sapena Granell, Schmidbauer, Simons, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Tomlinson, Torres Couto, Tsimas, Van Hemeldonck, Outrive, Vázquez Fouz, Verde i Aldea, von der Vring, West, White, Wynn

(O)

NI: Mitolo, Schönhuber

PPE: Catherwood, Pesmazoglou, Stewart-Clark, Suárez González

PSE: Cot, Desama, Frimat, Green, Martin David W., Mebrak-Zaïdi, Sainjon

V: Graefe zu Baringdorf, Verbeek

Jeudi, 20 janvier 1994

2. RC Bosnie-Herzégovine

par. 1, l

(+)

ARC: Barrera i Costa, Blaney, Canavarro, Ewing, Simeoni, Vandemeulebroucke**LDR:** von Alemann, André-Léonard, Bertens, Cayet, De Gucht, Clercq, Defraigne, Gasòliba i Böhm, de Gaulle, Holzfuß, Kofoed, Larive, Maher, Mendes Bota, Partsch, Raffarin, Ruiz-Giménez Aguilar, Vohrer, von Wechmar, Wijsenbeek**NI:** Mitolo, van der Waal**PPE:** Alber, Beazley Christopher J.P., Beazley Peter, Bethell, Beumer, Bourlanges, Brand Hans-Jürgen, de Bremond d'Ars, Brok, Carvalho Cardoso, Catherwood, Chanterie, Coppo Gavazzi, Cornelissen, De Matteo, Deprez, Elles, Escudero, Fernández-Albor, Florenz, Forte, Fourçans, García Amigo, Gil-Robles Gil-Delgado, Günther, Guidolin, Habsburg, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Jarzembowski, Kellett-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Lafuente López, Lulling, McCartin, McIntosh, Marck, Mendez de Vigo, Menrad, Merz, Navarro, Newton Dunn, Oomen-Ruijten, Oostlander, Pesmazoglou, Pisoni Ferruccio, Price, Pronk, Reding, Robles Piquer, Romera i Alcàzar, Schiedermeier, Simmonds, Sisó Cruellas, Sonneveld, Spencer, Stavrou, Stewart-Clark, Theato, Thyssen, Tindemans, Vanlerenberghe, von Wogau**PSE:** da Cunha Oliveira, Dury, Ford, Goedmakers, Magnani Noya**RDE:** Heider, Musso**V:** Amendola, Bettini, Boissière, Cramon Daiber, van Dijk, Dinguirard, Ernst de la Graete, Graefe zu Baringdorf, Langer, Lannoye, Onesta, Roth, Tazdait, Telkämper, Verbeek

(-)

CG: Ainardi, Barata Moura, Elmalan, Miranda da Silva**NI:** Domingo Segarra, Gonzalez Alvarez, Gutiérrez Díaz, Puerta**PPE:** Prag**PSE:** Álvarez de Paz, Arbeloa Muru, Avgerinos, Balfe, Barón Crespo, Barton, Bird, Bofill Abeilhe, Bombard, Bru Purón, Buron, Cabezón Alonso, Cano Pinto, Carniti, Cheysson, Cingari, Coates, Coimbra Martins, Colom i Naval, David, Delcroix, Díez de Rivera Icaza, Duarte Cendán, Dührkop Dührkop, Elliott, Falconer, Görlach, Harrison, Hervé, Hindley, Hughes, Izquierdo Rojo, Karellis, Kuhn, Maibaum, McGowan, Miranda de Lage, Newens, Oddy, Papoutsis, Pollack, Pons Grau, Porrazzini, Raftopoulos, Ramírez Heredia, Read, Rosmini, Sakellariou, Sanz Fernández, Sapena Granell, Schmidbauer, Simons, Smith Alex, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Tomlinson, Torres Couto, Tsimas, Van Hemeldonck, Outrive, Vázquez Fouz, Verde i Aldea, West, White, Wynn

(O)

NI: Grund, Schönhuber**PPE:** Suárez González**PSE:** Cot, Desama, Frimat, Green, Martin David W., Mebrak-Zaïdi, Pery, Sainjon, Woltjer

3. RC Bosnie-Herzégovine

par. 1, n

(+)

ARC: Barrera i Costa, Blaney, Canavarro, Ewing, Simeoni, Vandemeulebroucke**DR:** Neubauer**LDR:** von Alemann, André-Léonard, Bertens, Cayet, Cox, De Gucht, Clercq, Defraigne, Delorozoy, Gasòliba i Böhm, de Gaulle, Holzfuß, Kofoed, Larive, Maher, Mendes Bota, Partsch, Raffarin, Vohrer, von Wechmar, Wijsenbeek

Jeudi, 20 janvier 1994

NI: Mitolo

PPE: Alber, Anastassopoulos, Beazley Peter, Bethell, Beumer, Bourlanges, Brand Hans-Jürgen, de Bremond d'Ars, Brok, Chanterie, Coppo Gavazzi, Cornelissen, De Matteo, Deprez, Elles, Escudero, Fernández-Albor, Florenz, Forte, Fourçans, Gaibisso, García Amigo, Gil-Robles Gil-Delgado, Günther, Guidolin, Habsburg, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Jarzembowski, Kellett-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Lenz, Llorca Vilaplana, Lulling, McCartin, Marck, Mendez de Vigo, Menrad, Merz, Moorhouse, Navarro, Oomen-Ruijten, Oostlander, Pack, Pisoni Ferruccio, Pronk, Reding, Robles Piquer, Romera i Alcàzar, Schiedermeier, Sisó Cruellas, Sonneveld, Spencer, Stavrou, Theato, Thyssen, Tindemans, Vanlerenberghe, Verhagen, von Wogau

PSE: Goedmakers, Magnani Noya**RDE:** Heider, Musso

V: Amendola, Bettini, Boissière, Cramon Daiber, van Dijk, Dinguirard, Ernst de la Graete, Graefe zu Baringdorf, Langer, Lannoye, Onesta, Tazdaït, Telkämper, Verbeek

(–)

CG: Ainardi, Barata Moura, Elmalan, Miranda da Silva**NI:** Domingo Segarra, Gonzalez Alvarez, Gutiérrez Díaz, Puerta

PPE: Beazley Christopher J.P., Carvalho Cardoso, Catherwood, Inglewood, McIntosh, McMillan-Scott, Prag, Price, Seligman, Simmonds

PSE: Álvarez de Paz, Arbeloa Muru, Avgerinos, Balfe, Barón Crespo, Barton, Bird, Bofill Abeilhe, Bombard, Bru Purón, Buron, Cabezón Alonso, Cano Pinto, Carniti, Cheysson, Cingari, Coates, Coimbra Martins, Colom i Naval, Crampton, da Cunha Oliveira, David, Delcroix, Desama, Díez de Rivera Icaza, Duarte Cendán, Dury, Dührkop Dührkop, Elliott, Falconer, Ford, Görlach, Harrison, Hervé, Hindley, Hughes, Izquierdo Rojo, Karellis, Kuhn, Maibaum, McGowan, Metten, Miranda de Lage, Newens, Oddy, Papoutsis, Pollack, Pons Grau, Porrazzini, Raftopoulos, Ramírez Heredia, Read, Sakellariou, Sanz Fernández, Sapena Granell, Schmidbauer, Simons, Smith Alex, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Tomlinson, Torres Couto, Tsimas, Van Hemeldonck, Outrive, Vázquez Fouz, Verde i Aldea, West, White, Woltjer, Wynn

(O)

NI: Grund, Schönhuber**PPE:** Pesmazoglou, Stewart-Clark, Suárez González**PSE:** Cot, Frimat, Green, Martin David W., Mebrak-Zaïdi, Pery, Rosmini, Sainjon

4. RC Bosnie-Herzégovine

résolution

(+))

ARC: Barrera i Costa, Blaney, Canavarró, Simeoni, Vandemeulebroucke

LDR: von Alemann, André-Léonard, Bertens, Cayet, Cox, De Gucht, Clercq, Defraigne, Delorozoy, Gasòliba i Böhm, de Gaulle, Holzfuss, Kofoed, Larive, Maher, Mendes Bota, Partsch, Raffarin, Ruiz-Giménez Aguilar, Vohrer, von Wechmar, Wijzenbeek

NI: Mitolo, van der Waal

PPE: Alber, Anastassopoulos, Banotti, Beazley Peter, Beumer, Bourlanges, Brand Hans-Jürgen, de Bremond d'Ars, Brok, Carvalho Cardoso, Chanterie, Coppo Gavazzi, Cornelissen, De Matteo, Deprez, Elles, Escudero, Fernández-Albor, Florenz, Fourçans, Gaibisso, García Amigo, Gil-Robles Gil-Delgado, Günther, Guidolin, Habsburg, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Jarzembowski, Kellett-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Lafuente López, Lulling, McCartin, Marck, Mendez de Vigo, Menrad, Merz, Moorhouse, Navarro, Oomen-Ruijten, Oostlander, Pack, Pisoni Ferruccio, Pronk, Reding, Robles Piquer, Romera i Alcàzar, Schiedermeier, Sisó Cruellas, Sonneveld, Spencer, Stewart-Clark, Theato, Thyssen, Tindemans, Vanlerenberghe, Verhagen, von Wogau

PSE: Dury, Goedmakers, Magnani Noya

Jeudi, 20 janvier 1994

RDE: Heider, Lalor, Musso**V:** Amendola, Bettini, Boissière, Cramon Daiber, van Dijk, Dinguirard, Ernst de la Graete, Graefe zu Baringdorf, Langer, Lannoye, Onesta, Tazdaït

(–)

CG: Ainardi, Barata Moura, Elmalan, Miranda da Silva**DR:** Antony, Blot, Ceyrac, Dillen, Le Chevallier, Martinez, Neubauer, Schodruich**NI:** Domingo Segarra, Gonzalez Alvarez, Gutiérrez Díaz, Puerta**PPE:** Beazley Christopher J.P., Bethell, McIntosh, McMillan-Scott, Prag, Sarlis, Seligman, Simmonds, Stavrou**PSE:** Álvarez de Paz, Arbeloa Muru, Avgerinos, Balfe, Barón Crespo, Barton, Bird, Bofill Abeilhe, Bombard, Bru Purón, Cabezón Alonso, Cano Pinto, Carniti, Cheysson, Cingari, Coates, Coimbra Martins, Colom i Naval, Crampton, da Cunha Oliveira, David, Delcroix, Duarte Cendán, Dührkop Dührkop, Elliott, Falconer, Ford, Görlach, Harrison, Hervé, Hindley, Hughes, Izquierdo Rojo, Karellis, Kuhn, Maibaum, Martin David W., McGowan, Miranda de Lage, Newens, Oddy, Papoutsis, Pollack, Pons Grau, Porrzzini, Raftopoulos, Ramírez Heredia, Read, Sakellariou, Sanz Fernández, Sapena Granell, Schmidbauer, Simons, Smith Alex, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Tomlinson, Torres Couto, Tsimas, Van Hemeldonck, Outrive, Vázquez Fouz, Verde i Aldea, West, White, Wynn**RDE:** Nianias**V:** Telkämper

(O)

NI: Grund, Schönhuber**PPE:** Catherwood, Inglewood, Llorca Vilaplana, Pesmazoglou, Price, Suárez González**PSE:** Buron, Cot, Desama, Díez de Rivera Icaza, Frimat, Green, Mebrak-Zaïdi, Metten, Pery, Rosmini, Sainjon, Woltjer**V:** Verbeek

5. RC B3-0071/94

(+)

ARC: Simeoni**DR:** Antony, Blot, Ceyrac, Dillen, Le Chevallier, Martinez, Neubauer, Schodruich**LDR:** Cayet, Raffarin, Vohrer, von Wechmar**NI:** Grund, Schönhuber**PPE:** Fourçans**V:** Graefe zu Baringdorf, Telkämper, Verbeek

(–)

CG: Ainardi, Barata Moura, Elmalan, Miranda da Silva**LDR:** André-Léonard, Bertens, Defraigne, Delorozoy, Gasòliba i Böhm, Kofoed, Larive, Maher, Partsch**NI:** Domingo Segarra, Gonzalez Alvarez, Gutiérrez Díaz, Puerta**PPE:** Alber, Anastassopoulos, Banotti, Beazley Christopher J.P., Beazley Peter, Bernard-Reymond, Beumer, Bourlanges, Brand Hans-Jürgen, de Bremond d'Ars, Brok, Cassidy, Catherwood, Chanterie, Cooney, Coppo Gavazzi, Cornelissen, De Matteo, Deprez, Elles, Escudero, Fernández-Albor, Forte, Froment-Meurice, García Amigo, Günther, Guidolin, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Howell, Inglewood, Jackson Christopher M.,

Jeudi, 20 janvier 1994

Jarzembowski, Kellett-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Llorca Vilaplana, Lulling, McCartin, McIntosh, Marck, Mendez de Vigo, Menrad, Merz, Moorhouse, Müller, Newton Dunn, Oomen-Ruijten, Oostlander, Patterson, Pesmazoglou, Pisoni Ferruccio, Prag, Price, Pronk, Rawlings, Reding, Robles Piquer, Sarlis, Schiedermeier, Seligman, Simmonds, Sisó Cruellas, Sonneveld, Spencer, Stavrou, Stewart-Clark, Theato, Thyssen, Tindemans, Vanlerenberghe, Verhagen, von Wogau

PSE: Álvarez de Paz, Arbeloa Muru, Avgerinos, Balfe, Barton, Bird, Bofill Abeilhe, Bombard, Bru Purón, Buron, Cabezón Alonso, Cano Pinto, Carniti, Cheysson, Cingari, Coimbra Martins, Colom i Naval, Cot, Crampton, Cravinho, Crawley, da Cunha Oliveira, David, Delcroix, Díez de Rivera Icaza, Duarte Cendán, Dury, Dührkop Dührkop, Elliott, Falconer, Ford, Frimat, Goedmakers, Görlach, Green, Harrison, Hervé, Hindley, Hughes, Karellis, Kuhn, Magnani Noya, Maibaum, Martin David W., McGowan, Mebrak-Zaïdi, Metten, Miranda de Lage, Muntingh, Newens, Oddy, Papoutsis, Pery, Peter, Pollack, Pons Grau, Porrazzini, Raftopoulos, Ramírez Heredia, Read, Rosmini, Sainjon, Sakellariou, Samland, Sanz Fernández, Schmidbauer, Sierra Bardají, Simons, Smith Alex, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Tomlinson, Tsimas, Van Hemeldonck, Vázquez Fouz, Verde i Aldea, von der Vring, West, White, Wynn

RDE: Lalor

V: Amendola, Bettini, Boissière, Cramon Daiber, van Dijk, Dinguirard, Ernst de la Graete, Langer, Lannoye, Onesta, Roth, Tazdait

(O)

ARC: Barrera i Costa, Blaney, Vandemeulebroucke

LDR: de Gaulle

6. Rapport Bourlanges A3-0014/94

par. 1 — vote secret

ARC: Barrera i Costa, Posada González, Simeoni

CG: Barata Moura

DR: Dillen, Schodruch

LDR: von Alemann, Cayet, Cox, Maher, Mendes Bota, Verwaerde, Wijsenbeek

NI: Domingo Segarra, Geraghty, Gonzalez Alvarez, Grund, Gutiérrez Díaz, van der Waal

PPE: Beazley Christopher J.P., Bernard-Reymond, Bourlanges, Brand Hans-Jürgen, de Bremond d'Ars, Catherwood, Cooney, Coppo Gavazzi, Deprez, Escudero, Forte, Gil-Robles Gil-Delgado, Günther, Guidolin, Habsburg, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Jackson Christopher M., Kellett-Bowman, Klepsch, Lacaze, Lucas Pires, McCartin, Marck, Mendez de Vigo, Newton Dunn, Oomen-Ruijten, Oostlander, Patterson, Pesmazoglou, Pisoni Ferruccio, Prag, Pronk, Rawlings, Robles Piquer, Schiedermeier, Schleicher, Seligman, Sisó Cruellas, Sonneveld, Stewart-Clark, Suárez González, Thyssen, von Wogau

PSE: Álvarez de Paz, Apolinário, Arbeloa Muru, Avgerinos, Balfe, Barton, Barzanti, Blak, Bofill Abeilhe, Bru Purón, Cano Pinto, Crampton, Cravinho, Crawley, Desama, Díez de Rivera Icaza, Donnelly, Elliott, Fayot, Ford, Goedmakers, Görlach, Green, Harrison, Hervé, Hindley, Hoon, Hughes, Karellis, Kuhn, La Pergola, Linkohr, McCubbin, Magnani Noya, Martin David W., McGowan, Mebrak-Zaïdi, Miranda de Lage, Napoletano, Newens, Newman, Onur, Papoutsis, Pery, Peter, Piecyk, Pollack, Pons Grau, Raftopoulos, Raggio, Roth-Behrendt, Saby, Sakellariou, Samland, Sanz Fernández, Schmidbauer, Sierra Bardají, Simpson Brian, Smith Alex, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Vázquez Fouz, Vecchi, Verde i Aldea, West

RDE: Guillaume, Lalor, Ukeiwé

V: Bettini, Boissière, Ernst de la Graete, Graefe zu Baringdorf, Langer, Lannoye, Onesta, Verbeek

Jeudi, 20 janvier 1994

*7. Rapport Fayot/Schinzel A3-0435/93**am. 1*

(+)

DR: Dillen, Schodruich**LDR:** von Alemann, Bertens, Cayet, Cox, Defraigne, Garcia, Gasòliba i Böhm, Larive, Maher, Mendes Bota, Nordmann, Partsch, Verwaerde, Wijsenbeek**NI:** Mitolo**PPE:** Beazley Christopher J.P., Bourlanges, Brand Hans-Jürgen, de Bremond d'Ars, Cassidy, Catherwood, Coppo Gavazzi, Cushnahan, Dalsass, Deprez, Escudero, Fernández-Albor, Fontaine, Forte, Fourçans, García Amigo, Gil-Robles Gil-Delgado, Günther, Guidolin, Habsburg, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Jackson Christopher M., Kellett-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Lacaze, Lucas Pires, McCartin, Mendez de Vigo, Menrad, Navarro, Newton Dunn, Nicholson, Oomen-Ruijten, Patterson, Pasmazoglou, Pisoni Ferruccio, Prag, Rawlings, Robles Piquer, Schiedermeier, Schleicher, Seligman, Sisó Cruellas, Spencer, Stewart-Clark, Suárez González**PSE:** van den Brink, Donnelly, Smith Alex**RDE:** Fitzgerald, Lalor, Ukeiwé

(-)

ARC: Barrera i Costa, Blaney, Canavarró, Posada González**CG:** Barata Moura**NI:** Domingo Segarra, Geraghty, Gonzalez Alvarez, Grund, Gutiérrez Díaz, van der Waal**PPE:** Banotti, Marck, Oostlander, Pronk, Sonneveld, Thyssen**PSE:** Álvarez de Paz, Arbeloa Muru, Avgerinos, Balfe, Barton, Barzanti, Bird, Blak, Bofill Abeilhe, Bowe, Bru Purón, Cabezón Alonso, Cano Pinto, Coimbra Martins, Colajanni, Collins, Crampton, Cravinho, Crawley, David, Delcroix, Desama, Díez de Rivera Icaza, Duarte Cendán, Elliott, Falconer, Fayot, Ford, Goedmakers, Görlach, Green, Hänsch, Harrison, Hindley, Hughes, Jensen, Junker, Karellis, Kuhn, La Pergola, Linkohr, McCubbin, Magnani Noya, Maibaum, Martin David W., McGowan, Mebrak-Zaïdi, Miranda de Lage, Napoletano, Newens, Newman, Onur, Papoutsis, Pery, Peter, Piecyk, Pollack, Raftopoulos, Raggio, Ramírez Heredia, Read, Rønn, Roth-Behrendt, Sakellariou, Samland, Sanz Fernández, Schinzel, Schmidbauer, Seal, Sierra Bardají, Simons, Simpson Brian, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Tomlinson, Van Hemeldonck, Vázquez Fouz, Verde i Aldea, von der Vring, West, White, Wilson, Wynn**V:** Amendola, Bettini, van Dijk, Langer*8. Rapport Fayot/Schinzel A3-0435/93**am. 3*

(+)

LDR: von Alemann, Bertens, Cayet, Cox, Defraigne, Garcia, Gasòliba i Böhm, Larive, Maher, Mendes Bota, Nordmann, Partsch, Ruiz-Giménez Aguilar, Verwaerde, Wijsenbeek**NI:** Grund, Mitolo**PPE:** Bourlanges, Brand Hans-Jürgen, de Bremond d'Ars, Cassidy, Catherwood, Coppo Gavazzi, Cushnahan, Dalsass, Deprez, Escudero, Fernández-Albor, Fontaine, Forte, Fourçans, García Amigo, Gil-Robles Gil-Delgado, Günther, Guidolin, Habsburg, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Jackson Christopher M., Kellett-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Lacaze, Lucas Pires, McCartin, Marck, Mendez de Vigo, Menrad, Merz, Navarro, Newton Dunn, Nicholson, Oomen-Ruijten, Oostlander, Patterson, Pasmazoglou, Pisoni Ferruccio, Prag, Rawlings, Robles Piquer, Schiedermeier, Schleicher, Seligman, Sisó Cruellas, Sonneveld, Spencer, Stewart-Clark, Suárez González, Thyssen**RDE:** Fitzgerald, Lalor, Ukeiwé

Jeudi, 20 janvier 1994

(–)

ARC: Barrera i Costa, Blaney, Canavarro, Posada González**CG:** Barata Moura**NI:** Domingo Segarra, Geraghty, Gonzalez Alvarez, Gutiérrez Díaz, van der Waal**PPE:** Banotti, Beazley Christopher J.P.

PSE: Álvarez de Paz, Apolinário, Arbeloa Muru, Avgerinos, Balfe, Barton, Barzanti, Bird, Blak, Bofill Abeilhe, Bowe, Bru Purón, Cabezón Alonso, Cano Pinto, Coimbra Martins, Colajanni, Collins, Crampton, Cravinho, Crawley, David, Delcroix, van den Brink, Desama, Díez de Rivera Icaza, Duarte Cendán, Elliott, Falconer, Fayot, Ford, Goedmakers, Görlach, Green, Hänsch, Harrison, Hindley, Hughes, Jensen, Junker, Karellis, Kuhn, La Pergola, Linkohr, McCubbin, Magnani Noya, Maibaum, Martin David W., McGowan, Mebrak-Zaidi, Miranda de Lage, Napoletano, Newens, Newman, Onur, Papoutsis, Pery, Peter, Piecyk, Pollack, Pons Grau, Raftopoulos, Raggio, Ramírez Heredia, Read, Rønn, Roth-Behrendt, Saby, Sakellariou, Samland, Sanz Fernández, Schinzel, Schmidbauer, Seal, Sierra Bardají, Simons, Simpson Brian, Smith Alex, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Tomlinson, Van Hemeldonck, Vázquez Fouz, Vecchi, Verde i Aldea, von der Vring, West, White, Wilson, Wynn

V: Amendola, Bettini, Boissière, van Dijk, Langer, Onesta, Verbeek

(O)

DR: Dillen, Schodruch**PSE:** Donnelly

9. Rapport Fayot/Schinzel A3-0435/93

am. 6

(+))

DR: Dillen, Schodruch**LDR:** von Alemann, Bertens, Cayet, Cox, Defraigne, Garcia, Gasòliba i Böhm, Larive, Maher, Mendes Bota, Partsch, Ruiz-Giménez Aguilar, Verwaerde, Wijsenbeek**NI:** Grund, Mitolo

PPE: Banotti, Beazley Christopher J.P., Bourlanges, de Bremond d'Ars, Cassidy, Catherwood, Coppo Gavazzi, Cushnahan, Dalsass, Deprez, Escudero, Fernández-Albor, Forte, Fourçans, Günther, Guidolin, Habsburg, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Jackson Christopher M., Kellelt-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Lacaze, Lucas Pires, McCartin, Marck, Mendez de Vigo, Menrad, Merz, Newton Dunn, Nicholson, Oomen-Ruijten, Oostlander, Patterson, Pesmazoglou, Pisoni Ferruccio, Prag, Pronk, Rawlings, Robles Piquer, Schiedermeier, Schleicher, Seligman, Sisó Cruellas, Sonneveld, Spencer, Stewart-Clark, Suárez González, Thyssen

RDE: Fitzgerald, Lalor, Ukeiwé

(–)

ARC: Barrera i Costa, Blaney, Canavarro, Posada González**CG:** Barata Moura**NI:** Domingo Segarra, Geraghty, Gonzalez Alvarez, Gutiérrez Díaz, van der Waal

PSE: Álvarez de Paz, Apolinário, Arbeloa Muru, Avgerinos, Balfe, Barton, Barzanti, Bird, Blak, Bofill Abeilhe, Bowe, Bru Purón, Cabezón Alonso, Cano Pinto, Coimbra Martins, Colajanni, Collins, Crampton, Cravinho, Crawley, David, Delcroix, van den Brink, Desama, Díez de Rivera Icaza, Donnelly, Duarte Cendán, Elliott, Falconer, Fayot, Ford, Goedmakers, Görlach, Green, Hänsch, Harrison, Hindley, Hughes, Jensen, Junker, Karellis, Kuhn, La Pergola, Linkohr, McCubbin, Magnani Noya, Maibaum, Martin David W., McGowan, Mebrak-Zaidi, Miranda de Lage, Napoletano, Newens, Newman, Onur, Papoutsis, Pery, Peter, Piecyk, Pollack, Pons Grau, Raftopoulos, Raggio, Ramírez Heredia, Read, Rønn, Roth-Behrendt, Saby, Sakellariou, Samland, Sanz Fernández, Schinzel, Schmidbauer, Seal, Sierra Bardají, Simons, Simpson Brian,

Jeudi, 20 janvier 1994

Smith Alex, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Tomlinson, Van Hemeldonck, Vázquez Fouz, Vecchi, Verde i Aldea, von der Vring, West, White, Wilson, Wynn

V: Amendola, Bettini, Boissière, van Dijk, Dinguirard, Graefe zu Baringdorf, Langer, Onesta, Taradash, Verbeek

10. Rapport Fayot/Schinzel A3-0435/93

am. 9

(+)

ARC: Barrera i Costa, Blaney, Canavarro, Posada González

DR: Dillen, Schodruch

LDR: von Alemann, Bertens, Cayet, Cox, Defraigne, Garcia, Gasòliba i Böhm, Larive, Maher, Mendes Bota, Nielsen, Nordmann, Partsch, Ruiz-Giménez Aguilar, Verwaerde

NI: Mitolo

PPE: de Bremond d'Ars, Cassidy, Catherwood, Coppo Gavazzi, Cushnahan, Dalsass, Deprez, Escudero, Fernández-Albor, Fontaine, Forte, Fourçans, García Amigo, Gil-Robles Gil-Delgado, Günther, Guidolin, Habsburg, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Jackson Christopher M., Kellett-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Lucas Pires, McCartin, Marck, Mendez de Vigo, Menrad, Merz, Navarro, Newton Dunn, Oomen-Ruijten, Patterson, Pesmazoglou, Pisoni Ferruccio, Prag, Pronk, Schiedermeier, Schleicher, Sisó Cruellas, Spencer, Suárez González

PSE: La Pergola

RDE: Fitzgerald, Lalor

V: Dinguirard

(-)

CG: Barata Moura

NI: Domingo Segarra, Geraghty, Gonzalez Alvarez, Grund, Gutiérrez Díaz, van der Waal

PPE: Banotti, Beazley Christopher J.P., Oostlander, Sonneveld, Thyssen

PSE: Álvarez de Paz, Apolinário, Arbeloa Muru, Avgerinos, Balfe, Barton, Barzanti, Benoit, Bird, Blak, Bofill Abeilhe, Bowe, Bru Purón, Cabezón Alonso, Cano Pinto, Coimbra Martins, Colajanni, Collins, Crampton, Cravinho, Crawley, David, Delcroix, van den Brink, Desama, Díez de Rivera Icaza, Donnelly, Duarte Cendán, Elliott, Falconer, Fayot, Ford, Goedmakers, Görlach, Green, Hänsch, Harrison, Hindley, Hughes, Jensen, Junker, Karellis, Kuhn, Linkohr, McCubbin, Magnani Noya, Maibaum, Martin David W., McGowan, Mebrak-Zaïdi, Miranda de Lage, Napoletano, Newens, Newman, Onur, Papoutsis, Pery, Peter, Piecyk, Pollack, Pons Grau, Raftopoulos, Raggio, Ramírez Heredia, Read, Rønn, Roth-Behrendt, Saby, Sakellariou, Samland, Sanz Fernández, Schinzel, Schmidbauer, Sierra Bardají, Simons, Simpson Brian, Smith Alex, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Tomlinson, Van Hemeldonck, Vázquez Fouz, Vecchi, Verde i Aldea, von der Vring, West, White, Wilson, Wynn

V: Bettini, Boissière, van Dijk, Langer, Onesta

11. Rapport Fayot/Schinzel A3-0435/93

résolution

(+)

ARC: Barrera i Costa, Blaney, Canavarro

CG: Barata Moura

LDR: Ruiz-Giménez Aguilar

Jeudi, 20 janvier 1994

NI: Domingo Segarra, Geraghty, Gonzalez Alvarez, Gutiérrez Díaz

PPE: Banotti, Beazley Christopher J.P., McCartin, Oostlander, Pronk, Sonneveld, Suárez González, Thyssen

PSE: Álvarez de Paz, Arbeloa Muru, Avgerinos, Balfe, Barton, Barzanti, Bird, Bofill Abeille, Bowe, Bru Purón, Cabezón Alonso, Cano Pinto, Coimbra Martins, Colajanni, Collins, Crampton, Cravinho, Crawley, David, Delcroix, van den Brink, Desama, Díez de Rivera Icaza, Duarte Cendán, Elliott, Falconer, Fayot, Ford, Goedmakers, Görlach, Green, Hänsch, Happart, Harrison, Hindley, Hughes, Junker, Karellis, Kuhn, La Pergola, Linkohr, McCubbin, Maibaum, Martin David W., McGowan, McMahon, Mebrak-Zaïdi, Miranda de Lage, Napolitano, Newens, Newman, Onur, Papoutsis, Pery, Peter, Piecyk, Pollack, Pons Grau, Raftopoulos, Raggio, Ramírez Heredia, Read, Roth-Behrendt, Saby, Sakellariou, Samland, Sanz Fernández, Schinzel, Schmidbauer, Sierra Bardají, Simons, Simpson Brian, Smith Alex, Stewart, Terron I Cusi, Titley, Tomlinson, Van Hemeldonck, Vázquez Fouz, Vecchi, Verde i Aldea, von der Vring, West, White, Wilson, Wynn

V: Amendola, Bettini, Boissière, van Dijk, Dinguirard, Graefe zu Baringdorf, Langer, Onesta, Verbeek

(-)

DR: Dillen

LDR: von Alemann, Bertens, Cayet, Cox, Defraigne, Gasòliba i Böhm, Larive, Maher, Nielsen, Partsch, Verwaerde, Wijsenbeek

NI: Grund, Mitolo

PPE: Bourlanges, de Bremond d'Ars, Cassidy, Catherwood, Coppo Gavazzi, Cushnahan, Dalsass, Deprez, Escudero, Fernández-Albor, Fontaine, Forte, Fourçans, García Amigo, Gil-Robles Gil-Delgado, Günther, Guidolin, Habsburg, Haller von Hallerstein, Herman, Hoppenstedt, Jackson Christopher M., Kellett-Bowman, Keppelhoff-Wiechert, Lucas Pires, Marck, Mendez de Vigo, Menrad, Merz, Newton Dunn, Oomen-Ruijten, Patterson, Pisoni Ferruccio, Rawlings, Robles Piquer, Schiedermeier, Schleicher, Seligman, Sisó Cruellas, Spencer, Stavrou, Stewart-Clark

RDE: Guillaume, Lalor, Lane

(O)

NI: van der Waal

PPE: Prag